

Rapport de conférence

Inclure le secteur privé pour la croissance de l'agro-alimentaire en Afrique

16 - 19 octobre 2011 | Johannesburg Afrique du Sud





RAPPORT DE CONFÉRENCE

AgriBusiness Forum 2011:

**Inclure le secteur privé pour la croissance
de l'agro-alimentaire en Afrique**



CONTENU

REMERCIEMENTS	9
PRÉFACE	9
RÉSUMÉ	18
INTRODUCTION	19
JOUR I: DIMANCHE 16 OCTOBRE 2011	
Atelier pré-conférence	20
Séance d'introduction	20
JOUR II: LUNDI 17 OCTOBRE 2011	
Ouverture officielle de l'Agribusiness Forum 2011	21
Discours d'ouverture	24
Session I: Aperçu général du secteur agroalimentaire en Afrique	25
Session II: Le rôle du secteur privé pour stimuler l'agrobusiness - soutenir le développement économique	28
Atelier I: Accroître la productivité	32
Atelier II: Opportunités pour l'industrie agroalimentaire dans l'agriculture africaine	34
Atelier III: Gros plan sur le Zimbabwe	37
JOUR III: MARDI 18 OCTOBRE 2011	
Session III: Financer la croissance du secteur agroalimentaire	39
Session IV: Stimuler le commerce et les investissements régionaux et internationaux	44
Concours de l'Incubateur de projet EMRC- Rabobank	47
Atelier IV: Technologies innovantes pour les petits agriculteurs	48
Atelier V: Créer des modèles inclusifs pour le développement de l'agrobusiness	50
JOUR IV: MERCREDI 19 OCTOBRE 2011	
Haut niveau dialogue public-privé (DPP) pour une croissance inclusive dans le secteur agro-alimentaire	53
Présentation de la Déclaration de Johannesburg	61
Déclaration de clôture et remarques finales	62
Déclaration de Johannesburg pour impliquer le secteur privé dans la promotion de l'agri-business en Afrique, la sécurité alimentaire et le programme alimentaire	63
Témoignages	68

Tous les droits sont réservés. La reproduction du matériel contenu dans ce document pour la vente ou toute autre activité commerciale est interdite sans la permission des détenteurs des droits d'auteurs.

Les demandes à ce sujet doivent être adressées à :

EMRC International

Avenue Louise, 287

1050 Bruxelles – Belgique

Tél.: +32 (0)2 626 15 15

Fax: +32 (0)2 626 15 16

E-mail: info@emrc.be

© EMRC 2011

Graphisme : www.curlie.be



**Préface du Président d'EMRC International
Professeur Pierre Mathijsen
Ancien Directeur général pour le développement régional de la Commission Européenne**

Chers participants,

Vous trouverez ci-joint un compte-rendu détaillé de l'**Agribusiness Forum 2011**, qui s'est tenu du 16 au 19 octobre 2011 à Johannesburg en Afrique du Sud, une des grandes capitales économiques du continent africain. La conférence a réuni plus de quatre cents délégués du monde entier, ayant pour objectif commun de stimuler le secteur agricole en Afrique.

Comme vous le savez, le but des conférences organisées par EMRC International, où qu'elles se tiennent, est de rassembler, d'une part, les Africains cherchant à créer ou à développer l'entrepreneuriat sur le continent africain et, d'autre part, les investisseurs internationaux à la recherche de projets rentables et durables: il s'agit donc de faire en sorte que des projets sérieux en Afrique trouvent des partenaires viables.

De ce point de vue, le Forum a été un succès retentissant. Les représentants des secteurs public, privé et financier, ainsi que des organisations internationales et de la société civile, se sont réunis pour établir des plans concrets et des partenariats portant sur l'avenir du secteur agricole en Afrique. Plus de 1000 rencontres business-to-business / B2B ont eu lieu pendant la conférence, et de nombreux investisseurs ont eu l'opportunité de présenter leurs projets à des partenaires potentiels. Ces rencontres constituent l'un des points forts du Forum, et ont débouché sur des discussions de suivi avant même que nous quittions l'Afrique du Sud, ce dont nous nous réjouissons.

Nous avons été particulièrement honorés par la présence du Premier ministre du Zimbabwe, Morgan Richard Tsvangirai, ainsi que celle de divers ministres et représentants ministériels africains. Leur présence et leur participation soulignent l'intérêt qu'accordent les gouvernements du continent au développement du potentiel agricole de l'Afrique. Elle montre aussi qu'à travers le continent, les pouvoirs publics ne sont pas seulement conscients des défis de l'agriculture, mais jouent un rôle actif pour assurer une croissance durable et à long terme du secteur.

Depuis de nombreuses années, EMRC International encourage activement le développement du potentiel agricole de l'Afrique. Malgré de nombreux défis à relever, nous sommes convaincus que le développement de ce potentiel peut connaître un succès retentissant. Comme nous l'avons déjà souligné lors de tous les Forums précédents, nous restons à la disposition de toutes les parties concernées pour les assister au mieux de nos capacités.

Je tiens à remercier personnellement tous ceux qui ont activement participé aux différentes sessions, ainsi que notre vice-présidente Idit Miller et l'ensemble du personnel d'EMRC International, qui a travaillé pendant des mois, jour et nuit, pour assurer le succès de ce Forum. Un dernier mot également pour évoquer ma profonde satisfaction d'un premier partenariat très réussi avec le PNUD, ainsi que devant notre collaboration désormais établie de longue date avec la FAO et la Fondation Rabobank.


Pr Pierre Mathijsen

Président, Comité Exécutif d'EMRC International

**Préface du Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe
Almaz Gebru
Manager du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe**

L'AgriBusiness Forum 2011, qui a réuni environ 450 participants venus de 57 pays différents, fut un immense succès. Il est démontré par la forte présence africaine parmi les délégués, manifestée notamment par les collègues venant des représentations locales du PNUD, ainsi que les homologues gouvernementaux de 29 pays africains.

Au nom du PNUD, je tiens à exprimer mes plus sincères remerciements à tous les participants et collaborateurs, y compris au Premier ministre du Zimbabwe, au ministre de l'agriculture du Sud-Soudan, au ministre du commerce extérieur du Sud-Soudan, au ministre de l'agriculture de l'Ouganda, aux PDG des grandes entreprises agroalimentaires, aux organisations représentatives d'agriculteurs, aux entrepreneurs, financiers, innovateurs, ainsi qu'aux agences onusiennes et autres organisations de développement (FAO, ONUDI, PAM, FIDA, BCTA et le Pacte mondial), aux organisations économiques régionales (Union Africaine, NEPAD, COMESA, CEDEAO, la Communauté d'Afrique de l'Est) et la BAD. Enfin, je tiens à remercier tout particulièrement EMRC International dont le partenariat a permis la co-organisation de cet événement.

Le présent rapport couvre tous les sujets qui ont été présentés et discutés lors de la conférence. Suite à un dialogue entre représentants du secteur public et privé, les participants ont adopté la « Déclaration de Johannesburg sur l'engagement du secteur privé pour favoriser l'agrobusiness en Afrique, la sécurité alimentaire et la nutrition ». Entre autres priorités, la déclaration appelle les secteurs public et privé à accroître leur collaboration, à favoriser la croissance du secteur agroalimentaire ainsi que le développement des chaînes de valeur. Un des objectifs de la Déclaration était également d'identifier les domaines dans lesquels le secteur public pourrait soutenir les projets agroalimentaires initiés par le secteur privé en Afrique. Elle vise également à identifier les possibilités de participation du secteur privé dans la formulation des politiques agro-industrielles et de sécurité alimentaire, et à obtenir l'engagement du secteur public et privé pour soutenir le développement de marchés inclusifs sur l'ensemble du continent. Nous sommes ravis de voir que tant de parties prenantes ont participé à l'élaboration et à l'adoption de cette déclaration.

Le PNUD souhaite ici s'engager à traduire les aspirations énoncées dans la Déclaration en réalité sur le terrain, en collaboration avec tous nos partenaires, ainsi qu'à travers l'unité spécialisée créée au sein du PNUD pour atteindre ces objectifs, à savoir le fonds africain des marchés (African Facility for inclusive markets - AFIM).



Almaz Gebru
Manager du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe



REMERCIEMENTS

Cette publication est le compte-rendu officiel de l'AgriBusiness Forum 2011, qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 16 au 19 octobre 2011. Le Forum était organisé conjointement par EMRC International et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec la Fondation Rabobank et l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à la Fondation Rabobank pour leur contribution au prix Incubateur de Projet EMRC-Rabobank, et transmettre nos plus chaleureuses félicitations à la gagnante de l'édition 2011 du prix EMRC-Rabobank, Evelyn Cherochong d'Emeden Kenya.

EMRC International tient à exprimer sa profonde gratitude envers ses organisations partenaires: Heineken, FARA, UniBRAIN, CARD, ICRISAT, CTA, IDC, OREAP, le Fonds d'Appui Africain pour le Développement de l'entreprise (AECF), la Fondation Lundin, Amiran Kenya, ainsi que New Faces New Voices. Nous tenons également à remercier nos organisations de soutien et notre sponsor média, Vox Africa.

PRÉFACE

L'AgriBusiness Forum fait désormais partie intégrante du calendrier annuel africain. Organisé en Europe pendant de nombreuses années, il est désormais tenu dans une grande ville d'Afrique chaque année: Après Cape Town en 2009 et Kampala en 2010, ce fut au tour de Johannesburg d'accueillir l'événement cette année. Cette édition du Forum a été organisée en étroite collaboration avec un nouveau partenaire stratégique, le PNUD. La collaboration avec le PNUD a permis de renforcer l'accent sur le développement durable et la notion de marchés inclusifs. Le Forum rassemble un large éventail de professionnels de l'agroalimentaire: géants du secteur agroalimentaire, coopératives, PME, secteur financier, responsables gouvernementaux, ONG, chercheurs, organisations internationales, universités, multinationales et bailleurs de fonds. Ces acteurs cherchent à élargir leurs réseaux, à créer de nouveaux partenariats, à faire connaître les dernières technologies et à se tenir au courant de l'évolution du secteur de l'agro-industrie. Tous s'efforcent de rester à la pointe de l'agrobusiness à travers le continent, afin de répondre aux besoins croissants du monde en matière de denrées alimentaires. Le Forum offre une plateforme idéale pour tisser des réseaux d'affaires, aussi bien au sein du secteur privé qu'avec des responsables gouvernementaux de haut niveau.

→ La mission et les objectifs d'EMRC International

EMRC International est une organisation internationale sans but lucratif, dont la mission est de promouvoir le développement économique durable en Afrique à travers la promotion de partenariats d'entreprises, avec un accent particulier sur les relations économiques et commerciales avec le secteur privé. EMRC International dispose d'un vaste réseau d'entrepreneurs, de financiers et des représentants de plus d'une centaine de pays autour du monde.



→ La mission et les objectifs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est le réseau mondial des Nations Unies en faveur du développement. Le PNUD prône le changement et cherche à transmettre aux pays les connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Le PNUD travaille avec des représentants de tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations capables de faire face aux crises; et pour soutenir une croissance économique capable d'améliorer la qualité de vie de chacun. Fort d'une présence sur le terrain dans 177 pays et territoires, le PNUD parvient à combiner une perspective globale avec une expertise locale, dans le but d'améliorer l'émancipation individuelle des personnes, mais aussi afin d'aider à construire des sociétés émancipées et en mesure de faire face aux pressions extérieures. Le projet régional du PNUD, le fonds africain des marchés (AFIM), a pour objectif de réduire la pauvreté et d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en soutenant une croissance économique en faveur des plus pauvres et un développement des marchés inclusifs à travers l'Afrique subsaharienne. La stratégie de l'AFIM vise à fournir aux personnes à faible revenu les outils et les ressources nécessaires pour sortir de la pauvreté, grâce à des initiatives du secteur privé aux niveaux régional et national.

→ La mission et les objectifs de la FAO

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) mène les efforts de la communauté internationale pour lutter contre la faim. La FAO, au service aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement, est un espace neutre où tous les Etats se rencontrent d'égal à égal pour négocier des accords et débattre des politiques agricoles et alimentaires. La FAO est également une source de connaissances et d'informations. Elle aide les pays en voie de développement et en transition à moderniser et à améliorer leurs pratiques agricoles, forestières et halieutiques, et à assurer une meilleure nutrition pour tous. Depuis sa fondation en 1945, la FAO se consacre particulièrement au développement des régions rurales, où vivent 70 % des personnes touchées par la pauvreté et la famine à travers le monde.

→ La mission et les objectifs de Rabobank Foundation

La Fondation Rabobank cherche à améliorer la vie de communautés défavorisées en leur offrant la possibilité de vivre une vie comblée et indépendante. Le groupe Rabobank, qui fonctionne sur un modèle de coopérative, est un prestataire international de services financiers. Les opérations de Rabobank comprennent une banque de détail, une banque d'affaires, la gestion d'actifs, et des services de leasing et de placements immobiliers. La Fondation Rabobank a été créée en 1973 en tant qu'entité indépendante. Dans l'esprit de la philosophie coopérative de Rabobank, la Fondation Rabobank cherche spécifiquement à favoriser la création et la promotion de coopératives d'épargne et de prêts, ainsi que la création d'organisations de petits producteurs pour stimuler le développement économique.

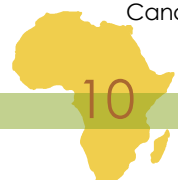
→ Organisation et participation

L'AgriBusiness Forum a connu une nouvelle participation record cette année, avec plus de 450 participants venus de 57 pays à travers le monde. La grande majorité des pays africains étaient représentés, avec des délégués venant de 35 pays africains : Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Erythrée, Ethiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Sud-Soudan, Tanzanie, Tunisie, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. En dehors du continent africain, les délégués sont venus des quatre coins du globe, y compris la Belgique, le Canada, Dubaï, la France, l'Inde, Israël, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, et les Etats-Unis.



PROGRAMME DE L'AGRIBUSINESS FORUM 2011

Jour I 16 octobre 2011, dimanche	
09h00	INSCRIPTION TOUTE LA JOURNÉE
14h00	ATELIER AVANT LA CONFÉRENCE: «Comment présenter votre projet pour obtenir un financement» • Arthur Levi , Consultant, EMRC International - Belgique
16h00	PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS
17h15	COCKTAIL DE BIENVENUE Visite du Musée SABMiller
Jour II 17 octobre 2011, lundi	
09h00	OUVERTURE OFFICIELLE DE « L'AGRIBUSINESS FORUM 2011 » • Idit Miller , Vice Président & DG, EMRC International - Belgique • Pierre Mathijsen , Président, EMRC International - Belgique • Ernest Fausther , Responsable en charge, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe - Afrique du Sud • Lot Mlati , Représentant adjoint de la représentation locale, FAO - Afrique du Sud
10h00	DISCOURS D'OUVERTURE • Morgan Richard Tsvangirai , Premier Ministre - Zimbabwe
10h15	SESSION I: APERÇU GÉNÉRAL DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE • Recherche et développement • Des petits agriculteurs aux grandes exploitations • Marchés régionaux • Environnement des Affaires • Moyens d'investissements et d'affaires • Sécurité alimentaire Modérateur: Doyle Baker , Chargé d'Affaires Technique Senior, FAO - Italie • Ralph von Kauffman , Coordonnateur technique, Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) - Ghana • Roeland van de Geer , Amb. de la Délégation de la Commission européenne - Afrique du Sud • Peraït Van Der Merwe , Directeur Général, Heineken Supply Co Pty Ltd - Afrique du Sud • Moussa Seck , Président, Pan African Agrobusiness Consortium (PanAAC) - Sénégal
11h30	Pause Café
11h45	SESSION II: LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ POUR STIMULER L'AGROBUSINESS - SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE • Partenariats Public - Privé • Contributions des multinationales • Contributions des entreprises régionales





- 11h45 **Modérateur: Babatunde Omilola**, Chef de Service Lutte contre la Pauvreté, Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et Australe - Afrique du Sud
- **Rian Coetzee**, Dir. Agro-Industries, Industrial Development Corp. (IDC) - Afrique du Sud
 - **Richard Rogers**, Chargé de programme senior, Access & Markets Global Development, Bill & Melinda Gates Foundation - USA
 - **Marius Boshoff**, Directeur Régional Afrique Australe, DuPont Crop Protection - Afrique du Sud
 - **Pierre Van Hedel**, Directeur Général, Rabobank Foundation - Pays-Bas

13h00 Déjeuner d'Affaires

14h00 **ATELIERS PARALLÈLES**
ATELIER I: ACCROITRE LA PRODUCTIVITÉ

- Moderator: Ilyas Abdul Rahman**, Dir. Exécutif, Partenariats et Innovation ICRISAT - Inde
- **André de Jager**, Directeur Afrique du Nord et de l'Ouest (IFDC) - Ghana
 - **George Osure**, Directeur de Programme, Syngenta Foundation - Kenya
 - **Jason Scarpone**, Président, I-partner group - USA
 - **Diji Charles Akinola**, Chef de Projet O-REAP - Osun State, Nigeria

ATELIER II: OPPORTUNITÉS POUR L'AGRICULTURE AFRICAINE DE PASSER À L'AGRO-INDUSTRIE:

- Moderator: Ralph von Kauffman**, Coordinateur Technique, UniBRAIN - Kenya
- Tirer des leçons des incubateurs, du développement rizicole et de la Recherche Agricole Intégrée pour le Développement (IAR4D) et initiatives indiennes
 - **Brian Mwanamambo**, PDG, Frontier Development Associates - Zambie
 - **Dr Bangali Baboo**, Directeur National, Projet National d'Innovation Agricole - Inde
 - **Dr. Kiran K Sharma**, PDG, Agrobusiness & Innovation Platform (AIP) ICRISAT - Inde
 - **Hiroshi Hiraoka**, Coordinateur, CARD - Kenya

ATELIER III: FOCUS SUR LE ZIMBABWE

- Les opportunités d'affaires et d'investissements
- **Trevor Chigwanda**, Chef de cabinet, Bureau du Premier ministre - Zimbabwe
- **John Bere**, Directeur des Opérations, Groupe Tetrad - Zimbabwe
- **Susanna Makombe**, Membre fondateur, New Faces New Voices - Zimbabwe

16H00-18H30 RENCONTRES D'AFFAIRES PERSONNALISÉES

20h00 Dîner d'affaires

Jour III 18 octobre 2011, mardi

- 9h00 **SESSIONS PLÉNIÈRES**
SESSION III: LA FINANCE POUR LA CROISSANCE DE L'AGROALIMENTAIRE
- Moderator: Arthur Levi**, Consultant EMRC International - Belgique

PARTIE I:

- Les Banques Commerciales
- Les bailleurs de fonds et Fondations
- Fonds de Private Equity
- **Tony Phido**, Directeur Général / CEO, Investment & Trust Company Ltd, Bank of Industry - Nigeria
- **Hugh Scott**, PDG, Africa Enterprise Challenge Fund (AECF) - Kenya
- **Stephen Nairne**, Directeur Général - Fondation Lundin pour l'Afrique - USA
- **Anaar Kara**, Directeur des Partenariats, Planet Guarantee - France
- **Deepak Malik**, Directeur de projet pour l'Afrique, Norfund - Norvège

PARTIE II:

- Institutions Financières de Développement
- **Saleem Karimjee**, Manager Senior, SF - Afrique du Sud
- **Geoffrey Manely**, Directeur des investissements, Banque Africaine de Développement (BAD) - Tunisie
- **Louise McDonald**, Directeur National, Fonds Intl pour le Dév. Agricole (FIDA) - Afrique du Sud
- **Alfredo Abad**, Directeur Afrique Australe et Océan Indien, Banque Européenne d'Investissements (BEI) - Afrique du Sud

11h00 Pause Café

11h15 **SESSION IV : STIMULER LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENT REGIONAUX ET INTERNATIONAUX**

- Moderator: Corin Mitchell**, Directeur Afrique australe, AECF - Afrique du Sud
- Comment renforcer les filières régionales
 - **Henry Minnaar**, Directeur, Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) - Afrique du Sud
 - **Mathabo le Roux**, Section Pol., Eco. et Commerciale, Délégation de l'UE - Afrique du Sud
 - **Tomas Sales**, Manager Facilité Africaine pour un Marché Inclusif (AFIM), Service Régional du PNUD pour l'Afrique Australe et de l'Est - Afrique du Sud

12h15 **CONCOURS INCUBATEUR DE PROJET EMRC- RABOBANK**

- Présentations des projets finalistes
- Presentateurs : Pierre Van Hedel**, Directeur Général, Rabobank Foundation - Pays-Bas
- Arthur Levi**, Consultant, EMRC International - Belgique
- **Marie Crescence Ngobo**, Manager, Groupement des Agriculteurs Moderns d'Esse (GAME) - Cameroun
 - **Nowest Gomun Kemais**, Consultant, UCONAKO - Côte D'Ivoire
 - **Jacobus Van der Merwe**, Directeur Général, Mozambique Organicos Lda. - Mozambique
 - **Everlyne Cheroban**, Coordinatuer de Programme, Emeden Kenya - Kenya
 - **Zilipa Nyirabyago**, Directeur, Moulins du Nil Blanc entreprise (MNB)- Rwanda

13h15 Déjeuner d'Affaires



14h30

ATELIERS PARALLÈLES

ATELIER IV: LES TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LES PETITS PRODUCTEURS

Modérateur: Melissa Chemam, Reporter, Vox Africa - Royaume-Uni

- Meilleures pratiques et leçons à en tirer
- **Gerry Van den Houten**, Directeur Technique et Intégration, SABMiller - Afrique du Sud
- **Yariv Kedar**, Président de la division Agriculture Durable, Groupe Balton - Kenya
- **Amol Jadhav**, Gestionnaire de projet pour mFarmer, Fond GSMA pour le développement - Kenya
- **Philippe Villers**, Président, GrainPro Inc. - USA

ATELIER V: CREER DES MODELES INCLUSIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGROBUSINESS

Modérateur: Henry Jackelen, ir. Div. Secteur Privé, Bureau des Partenariats du PNUD - USA

- Les meilleures pratiques et les enseignements à en tirer
- **Stephen Wormald**, Directeur Général, The Better Trading Company - Afrique du Sud
- **Sarah Holmes**, Directeur Afrique de l'Ouest et Centrale, TechnoServe - Afrique du Sud
- **Jonathan Wood**, PDG, Corredor Agro Limitada - Mozambique

16H30-19H00 RENCONTRES D'AFFAIRES PERSONNALISÉES

20h00

Soirée de Gala en présence des officiels gouvernementaux, ambassadeurs, médias et de la communauté d'affaires

Jour IV

19 octobre 2011, mercredi

SESSION SPÉCIALE: DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ DE HAUT NIVEAU POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DU SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE

9h00

Modérateur: Peter Ndoro, Morning Live, SABC - Afrique du Sud
DÉCLARATIONS D'OUVERTURE ET OBJECTIFS PPD

- **Agostinho Zacarias**, Coordonnateur Résident, Nations Unies et Représentant du PNUD - Afrique du Sud

09h30

CRÉER UN ESPACE POUR LES PARTENARIATS DU SECTEUR PRIVÉ AU SEIN DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

- **Dr. Betty Achan Ogwaro**, Ministre de l'Agriculture et des Forêts - Sud-Soudan
- **Dr. Doyle Baker**, Agent technique principal, FAO - Italie

09h55

PARTIE I: VERS UN PROGRAMME COMMUN POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

- Remarques d'ouverture
- **Zerubabel Mijumbi Nyiira**, Ministre de l'Agriculture - Ouganda
- **Kelly Boucher**, Directrice régionale pour l'Afrique sub-saharienne Tetrapak - Kenya
- **Louise McDonald**, Manager de Programme National, Fonds international de développement agricole (FIDA) - Afrique du Sud
- **Amany Asfour**, Présidente, Alliance africaine pour l'autonomisation des femmes (AFRAWE) - Egypte

10h45

PARTIE II : AUGMENTER LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE

- Remarques d'ouverture
- **Ian Visser**, Directeur Général, Groupe Premier Foods - Afrique du Sud
- **Thierry Revert**, Conseiller Principal, Initiative nationale des produits issus de l'agriculture biologique, ONUDI - Afrique du Sud
- **Chris Isaac**, Directeur Business Development, AgDevCo Infraco - Mozambique
- **Chungu Mwila**, PDG par intérim, Alliance pour le commerce des marchandises en Afrique australe et orientale, COMESA - Zambie

11h35

PARTIE III : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE

- Remarques d'ouverture
- **Komla Bissi**, Conseiller senior, Division chaînes de valeur agrobusiness, NEPAD - Afrique du Sud
- **Geoffrey Manley**, Directeur des Investissements, Banque africaine de développement (BAD)- Tunisie
- **Ismaël Sunga**, PDG, Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe - Afrique du Sud
- **Brenda Barton**, Directrice régionale adjointe pour l'Afrique australe, Programme alimentaire mondial (PAM) - Afrique du Sud

12h35

VERS DES VALEURS PARTAGEES – LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES D'AGROBUSINESS

- **Sullivan O'Carroll**, Directeur Afrique australe, Nestlé - Afrique du Sud

12h40

PRESENTATION DE LA DECLARATION DE JOHANNESBURG DECLARATION DE CLOTURE ET REMARQUES FINALES

Représentants du PNUD et d'EMRC

13h00

Fermeture Officielle du Forum

13h30

Déjeuner d'Affaires



14

AGRIBUSINESS FORUM 2011, 16 - 19 OCTOBRE 2011 | JOHANNESBURG AFRIQUE DU SUD



15

AGRIBUSINESS FORUM 2011, 16 - 19 OCTOBRE 2011 | JOHANNESBURG AFRIQUE DU SUD



RAPPORT DE CONFÉRENCE

AgriBusiness Forum 2011:

**Inclure le secteur privé pour la croissance
de l'agro-alimentaire en Afrique**





RÉSUMÉ

La population mondiale a franchi la barre des 7 milliards de personnes en Octobre 2011. Plus que jamais, la question de savoir comment nourrir l'humanité est d'une importance capitale. Le continent africain, avec son vaste potentiel agricole inexploité, jouera un rôle prépondérant à cet égard au cours des prochaines décennies.

L'AgriBusiness Forum 2011, qui s'est tenu à Johannesburg du 16 au 19 octobre, a été l'une des plus importantes rencontres internationales de l'année sur le continent africain. Le Forum a été l'occasion non seulement de faire le bilan de la situation actuelle de l'industrie agroalimentaire sur le continent, mais aussi de tracer une voie pour l'avenir.

Organisé conjointement par EMRC International et le PNUD, en collaboration avec la FAO et la Fondation Rabobank, la principale thématique du Forum était le rôle du secteur privé comme moteur de croissance du secteur agroalimentaire en Afrique. Un des principaux objectifs du Forum était de renforcer le secteur en encourageant les partenariats, l'investissement et l'échange de bonnes pratiques.

Plusieurs questions clé figuraient au programme du Forum, notamment celle du rôle du secteur privé comme moteur de croissance du secteur agro-industriel et du développement de marchés inclusifs; du financement des pôles de croissance du secteur agroalimentaire; des nouvelles technologies et du développement de modèles inclusifs dans le secteur agroalimentaire. Dans chacun de ces domaines, il est largement admis que le secteur agro-industriel joue un rôle stratégique dans le domaine du développement économique de l'Afrique et de la lutte contre la pauvreté : le rapport 2008 de la Banque mondiale pour le développement, par exemple, estime que l'effet de levier dans la croissance du PIB et du revenu par habitant est environ quatre fois plus grand dans le secteur agricole que dans les autres secteurs, avec un impact substantiel sur l'augmentation du revenu des plus pauvres.

Un contingent d'environ 450 participants venus de presque tous les pays d'Afrique subsaharienne, ainsi que 20 autres pays d'Europe, d'Asie d'Amérique a été présent au Forum. La rencontre a également débouché sur la **Déclaration de Johannesburg sur l'engagement du secteur privé pour favoriser l'agrobusiness en Afrique, la sécurité alimentaire et la nutrition**, au travers de laquelle les représentants du secteur privé, des gouvernements et de la société civile se sont engagés à travailler ensemble pour développer et exploiter le potentiel agricole de l'Afrique.

Un autre point fort de la rencontre a été, une nouvelle fois, l'annonce du gagnant du prix Incubateur de Projet EMRC-Rabobank, qui a été décerné cette année à Everlyne Cherobon, représentante d'Emeden Kenya, un programme de formation de petits agriculteurs de communautés rurales. Elle a remporté le prix convoité de 15.000 dollars américains.



INTRODUCTION

L'AgriBusiness Forum d'EMRC International est en passe de devenir l'un des plus importants rendez-vous annuels du continent africain. Le Forum attire chaque année davantage de délégués du secteur privé, de gouvernements et de la société civile, originaires aussi bien d'Afrique que du reste du monde. Cette année, le Forum a été organisé conjointement avec le PNUD, en collaboration avec la FAO et la Fondation Rabobank.

Le thème de la conférence de cette année était «Le rôle du secteur privé comme moteur de croissance du secteur agroalimentaire en Afrique». Le Forum a abordé les grands sujets d'actualité dans les domaines de l'agriculture et de la production alimentaire, avec pour objectif de renforcer le secteur agroalimentaire en Afrique au moyen de partenariats, de partage de connaissances et d'investissements. Les séances plénières ont permis d'aborder des sujets comme le rôle du secteur agro-industriel privé dans le développement des marchés inclusifs, l'accroissement de la productivité, le développement des échanges économiques régionaux (aussi bien sur le plan commercial que sur le plan des investissements), et les moyens d'encourager des politiques de croissance inclusives et favorables au développement.

Le Forum a également été profondément honoré par la présence du Premier ministre du Zimbabwe, Morgan Richard Tsvangirai, qui a prononcé son discours lors de l'ouverture officielle du Forum.

Durant son allocution, le Premier ministre n'a pas hésité à mentionner certains des sujets les plus pressants qui affectent aujourd'hui les perspectives du continent Africain: «L'agriculture est au cœur des opportunités d'investissement, non seulement au Zimbabwe mais aussi dans le reste de l'Afrique. Nous sommes parfaitement capables en théorie de nous nourrir ainsi que de nourrir le reste du monde, mais des politiques prudentes sont une condition préalable pour que cela devienne réalité».

Le Forum a également été, une nouvelle fois, l'occasion idéale pour les investisseurs et chefs d'entreprise de se voir en tête à tête, au cours de rencontres facilitées par des équipes spécialisées d'EMRC International. Beaucoup de ces rencontres seront suivies d'accords, de partenariats et d'investissements, à même d'engager le secteur privé et les gouvernements à développer le potentiel agricole de l'Afrique.



JOUR I: DIMANCHE 16 OCTOBRE 2011

ATELIER PRE-CONFERENCE

→ Atelier pré-conférence / Séance d'introduction

Au fur et à mesure de l'arrivée des délégués à Johannesburg tout au long de la journée, la traditionnelle séance d'introduction et l'atelier pré-conférence ont eu lieu. Plus que jamais, la séance a démontré que le Forum attire un public diversifié et de très haut calibre: patrons d'entreprise, ministres et hauts fonctionnaires, mais aussi représentants de la société civile et d'organisations internationales.

La session a permis aux délégués de présenter leurs activités, ainsi que de décliner leurs objectifs et attentes par rapport au Forum. Ce fut également l'occasion pour les participants de nouer des premiers contacts en vue d'établir de nouveaux partenariats visant à améliorer les pratiques agricoles sur le continent africain. Plusieurs délégués ont également exprimé leur intérêt pour le développement de « marchés inclusifs ». A l'évidence, de nombreux acteurs du secteur agricole en Afrique sont enthousiasmés par les modèles agricoles innovants permettant de concilier viabilité économique et soutien aux plus pauvres.

Cocktail de bienvenue et visite du Musée SABMILLER, centre de Johannesburg



JOUR II: LUNDI 17 OCTOBRE 2010

OUVERTURE OFFICIELLE DE L'AGRIBUSINESS FORUM 2011

Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC International - Belgique

Il revint à Idit Miller d'annoncer l'ouverture officielle du Forum. «C'est un grand honneur pour nous de tenir ce Forum, une fois de plus, sur le continent africain. Notre objectif est de favoriser une croissance à long terme et un modèle durable – une vision que nous devons nous efforcer de transformer en réalité».

«Votre présence ici souligne l'importance des sujets que nous allons aborder au cours des prochains jours. Plusieurs centaines de millions de personnes dépendent du secteur agricole, qui occupe plus 70% de la population sur le continent. A l'échelle du monde, nous sommes désormais plus de 7 milliards à devoir être nourris, et l'Afrique peut et doit jouer un rôle de premier plan à cet égard».

«Ce rassemblement est unique», a poursuivi Miller. Le mot clé est «ensemble», car personne ne peut parvenir au développement durable en isolement. Nous avons 57 pays représentés au Forum, dont 35 en Afrique sub-saharienne et 18 dans le reste du monde. Je souhaite à chacun de trouver le bon partenaire au cours de ce Forum, et de contribuer à la stabilité sociale et économique».

Miller conclut son intervention en remerciant les sponsors du Forum : «Cet événement n'aurait pas été possible sans la FAO et la Fondation Rabobank, et nous remercions également nos partenaires et collaborateurs».

Professeur Pierre Mathijsen, Président d'EMRC International - Belgique

Le Professeur Pierre Mathijsen a commencé par souligner que le but du Forum était de réunir des investisseurs potentiels en Afrique avec des partenaires ayant des projets en Afrique. La tâche la plus ardue, a-t-il souligné, est souvent de trouver un projet sérieux et susceptible d'être financé: « Les moyens financiers pour soutenir des projets existent », dit-il, « mais le défi consiste à canaliser les ressources disponibles de la meilleure manière. L'agriculture est l'avenir de l'Afrique, et nous devons trouver les ressources et mettre en œuvre les politiques qui nous permettent de rétablir la position de l'Afrique comme exportateur net de produits agricoles. Aujourd'hui, l'Afrique importe une grande partie des denrées alimentaires dont elle a besoin – une réalité étonnante, et qui doit sans aucun doute être modifiée. À cet égard, notre partenariat avec des organisations telles que le PNUD revêt une importance capitale ».



Ernest Fausther, Responsable en charge, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe - Afrique du Sud

«L'agriculture occupe 60% la population active en Afrique. Le secteur joue par conséquent un rôle fondamental pour avancer vers la réduction de la pauvreté et de la faim», commença Fausther. «En ce moment-même, nous assistons à une famine terrible dans certaines parties de la Corne de l'Afrique, où des millions de vies sont en danger. Il est de notre devoir de répondre aux besoins immédiats dans cette région, mais aussi de créer les conditions d'une croissance durable dans le secteur agroalimentaire en Afrique. Nous ne pourrions pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sans un secteur privé inclusif». Par conséquent, ajouta-t-il, «il est impératif de renforcer le dialogue et la collaboration entre les secteurs privé et public, ainsi qu'avec les autres partenaires du développement».

Fausther a enchaîné sur le rôle dirigeant du PNUD dans ce domaine: «Le PNUD se positionne comme leader dans la promotion d'une croissance économique inclusive, c'est à dire bénéficiant à tous et surtout aux plus pauvres. Le PNUD possède une expérience inégalée à travers le monde en matière d'initiatives régionales et de soutien dans le processus de développement des pays. Nous sommes des partenaires privilégiés des gouvernements dans toute l'Afrique. Pour atteindre nos objectifs, le PNUD, en tant qu'intermédiaire neutre, joue un rôle de facilitateur d'une collaboration fructueuse entre les secteurs public et privé. Nous créons un espace dans lequel les gouvernements et les acteurs sectoriels, grands ou petits, peuvent identifier les obstacles, définir des stratégies et prendre des mesures coordonnées pour stimuler une croissance économique inclusive et assurer la compétitivité des secteurs clés de l'industrie agricole».

«La stratégie du PNUD pour encourager une croissance économique inclusive passe par l'intégration des personnes vivant dans la pauvreté dans les chaînes de valeur locales, régionales et internationales, ainsi que le soutien aux petits exploitants et aux entrepreneurs. Cette stratégie favorise la création d'emplois, et l'augmentation du revenu disponible des ménages. En partenariat avec des gouvernements, des organisations régionales et des entreprises, le PNUD a lancé cette année un projet régional, le fonds africain des marchés (AFIM). Ce fonds vise à promouvoir le développement des marchés inclusifs et l'optimisation des chaînes de valeur régionales et locales dans des secteurs créateurs d'emplois. Le PNUD travaille bien entendu en étroite collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, y compris la FAO, le FIDA, l'ONUDI, le PAM, et l'OIT, et soutient les synergies présentes au sein du système onusien dans le domaine de l'agroalimentaire et du développement des chaînes de valeur agricoles. Ensemble, nous pouvons libérer le potentiel du secteur agroalimentaire en Afrique, de manière à assurer la sécurité alimentaire et un revenu pour tous, particulièrement pour les femmes et pour les jeunes».



Lot Mlati, Représentant adjoint de la représentation locale, FAO - Afrique du Sud

Mlati a commencé par rappeler la stratégie de la FAO pour le développement, qui est «d'aider à relever le défi de la chaîne d'approvisionnement alimentaire». Faisant écho aux remarques des premiers intervenants, il a souligné le rôle crucial du secteur privé dans le développement du secteur agricole en Afrique. «Au cours des 4-5 dernières années, la FAO a activement encouragé un dialogue public-privé afin de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement du secteur agricole. La FAO a joué un rôle actif à cet égard, et notre participation à ce Forum est un exemple de nos actions dans ce domaine». En outre, Mlati a indiqué que «la FAO fournit un appui technique et financier à EMRC. Ce Forum est une excellente plateforme pour promouvoir le dialogue et renforcer la collaboration Business-to-Business/B2B ainsi que le partenariats public-privés». Mlati a conclu son intervention par un message fort sur une question que la FAO considère comme l'un des plus grands défis du secteur agricole en Afrique et dans le monde, à savoir les fluctuations des prix alimentaires: «Nous devons réfléchir sérieusement à cette problématique, et chercher à réduire l'impact des variations de prix sur le milliard de personnes qui ont à peine assez à manger», conclut-il.



DISCOURS D'OUVERTURE

→ Son Excellence le Premier Ministre du Zimbabwe, Morgan R. Tsvangirai

Le discours officiel d'ouverture a été prononcé par Morgan Tsvangirai, Premier ministre du Zimbabwe. Le Premier ministre n'a pas hésité, avec la candeur qui le caractérise, à aborder un certain nombre de sujets sensibles qui jouent directement sur le climat politique et l'environnement dans lequel le secteur agricole évolue sur le continent. Le Premier ministre a commencé par rappeler aux délégués que «la famine actuelle et les graves pénuries alimentaires dont nous sommes témoins, en particulier dans la Corne de l'Afrique, doivent nous interpeller: il ne s'agit pas seulement de prendre le secteur agricole au sérieux, nous devons également impérativement mobiliser nos efforts collectifs pour nous assurer que personne ne souffre de la faim dans le monde».

«En Afrique, nous nous sommes traditionnellement concentrés sur une agriculture vivrière. Aujourd'hui, nous nous dirigeons clairement vers une agriculture plus commerciale. Un effort considérable sera nécessaire en matière d'investissements et de formation pour que nous puissions non seulement satisfaire nos propres besoins, mais aussi pour devenir des exportateurs nets de denrées alimentaires».

«Nous devons identifier les variables directes et indirectes qui agissent sur la sécurité alimentaire en Afrique», affirma-t-il, rappelant à l'auditoire que «l'augmentation de la productivité est le moteur le plus efficace de croissance économique dans les pays les plus pauvres». Le Premier ministre a ensuite soulevé une question fondamentale: «Pourquoi l'Afrique s'est-elle appauvrie au point de souffrir d'insécurité alimentaire, alors que notre continent bénéficie sans doute du meilleur potentiel agricole de la planète, sans même évoquer d'autres atouts comme ses richesses minières? La réponse est que nous continuons à subir les effets de l'instabilité politique, de la difficulté d'accéder aux sources de financement, et de faibles liquidités financières». Par conséquent, «la sécurité alimentaire demeure un problème pressant au Zimbabwe, où le taux de précarité alimentaire chronique et aiguë avoisine les 37% dans certaines régions. Nous étions considérés comme le grenier du sous-continent, jusqu'à ce que des facteurs politiques viennent détruire le programme de réforme agraire». La nécessité d'une réforme agraire au Zimbabwe n'a jamais été mise en doute, a insisté le Premier ministre. Cependant, affirma-t-il, «cette réforme fut mise en œuvre de manière chaotique, et finit par ressembler davantage à une forme de pillage économique passant par l'enrichissement personnel de figures proches du pouvoir. Ce processus a laissé d'anciens fermiers totalement démunis, et laissé les citoyens ordinaires du Zimbabwe sur la touche. Je regrette de devoir le dire ainsi, mais une vraie réforme agraire ne consiste pas à confisquer des terres à quelques blancs pour les donner à quelques noirs».

«Le défi majeur de notre gouvernement est de soutenir le secteur agricole en évitant la rhétorique facile, et en prenant des actions concrètes pour favoriser la productivité des terres. Je reste convaincu que l'autonomisation des petits agriculteurs ne peut se faire sans la sécurisation des titres de propriété, sans formation, sans accès aux marchés et

sans soutien actif de la part des pouvoirs publics pour encourager leur intégration dans les chaînes de valeur».

«Il est impossible de construire une société progressiste si l'on se cantonne à créer toujours plus de paysans sans titre de propriété, et tant que les infrastructures permettant de soutenir le secteur agricole et d'éviter l'insécurité alimentaire ne sont pas mises en place. Il nous faut également aborder sans œillères l'atmosphère pesante de notre situation politique actuelle, et éviter la violence, mettre un terme aux invasions des terres, et nous concentrer plutôt sur la façon dont nous pouvons assurer la productivité de nos nouveaux agriculteurs. Pour démarrer la révolution agricole, le gouvernement de transition du Zimbabwe a convenu de trouver une solution durable à la question des terres au Zimbabwe».

«La redistribution des terres pour le bien commun est une question d'actualité dans de nombreux pays, et doit être complètement dépolitisée. Les gouvernements démocratiques se doivent d'aborder cette question dans le respect de la légalité. Sans garantie à ce sujet, toutes les tentatives pour attirer des investissements dans ce secteur clé resteront une chimère».

«Nous appelons à la compensation des anciens propriétaires de terres arables à usage commercial, et à l'application du principe 'une famille, une ferme'».

Le Premier ministre a conclu son intervention en interpellant directement les délégués dans la salle: «Les opportunités d'investissement sont nombreuses dans le secteur agricole au Zimbabwe. L'Afrique peut se nourrir et nourrir le reste du monde, à condition que nos politiques soient alignées avec les meilleures pratiques internationales, et que nos gouvernements s'engagent à transformer l'agriculture en une industrie viable. Je vous mets au défi de venir avec des recommandations pratiques et des résolutions, et je vous appelle également à prier pour qu'aient lieu au Zimbabwe des élections pacifiques et sans violence».

Les délégués ont chaleureusement salué l'intervention du Premier ministre. Tsvangirai a ensuite répondu à un certain nombre de questions de l'auditoire, offrant un point de vue favorable aux cultures OGM, et soulignant une nouvelle fois l'impératif de stabilité politique et la primauté du droit comme condition préalable à l'investissement.

SESSION I: APERÇU GÉNÉRAL DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE

Une fois la cérémonie d'ouverture terminée, et le ton donné par les discours d'ouverture, l'heure fut venue d'entamer les travaux de la conférence.

Animé par **Doyle Baker, Chargé d'Affaires Technique Senior à la FAO**, la première session du Forum proposa un aperçu général du secteur de l'agroalimentaire en Afrique.

Ralph von Kaufmann, Coordonnateur technique, Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) - Ghana

«Tout ce que vous pensiez savoir sur l'agriculture en Afrique est inexact», lança Von Kaufmann. Pour commencer, «la situation n'est pas aussi mauvaise qu'on ne le dit: la production agricole



par tête a certes diminué, mais la productivité totale s'améliore. Les rendements doivent encore augmenter, et nous devons réduire les pertes après récolte, avec l'aide du secteur privé».

«Le rôle principal de FARA est de développer de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies. Notre objectif est de favoriser la sécurité alimentaire: ceci passe notamment par une meilleure disponibilité des aliments, des prix plus abordables, une plus grande qualité nutritionnelle et la fiabilité des systèmes de distribution. Cet objectif ne pourra être atteint qu'avec la pleine participation de toutes les parties prenantes, que ce soit du secteur privé ou du secteur public. Nous vous encourageons à faire appel aux universités et aux centres de recherche tels que FARA comme une plate forme de connaissances, une source de compétence et de talents», conclut Von Kaufmann..

Roeland Van de Geer, Chef de délégation, l'Union Européenne - Afrique du Sud

Van de Geer a commencé son allocution en soulignant un point également relevé par le Premier Ministre Tsvangirai, à savoir que la production alimentaire est l'un des principaux défis auxquels le monde est confronté, en particulier dans le contexte du changement climatique. «Il est particulièrement pertinent que le COP17, le prochain sommet mondial portant sur le changement climatique, se tienne dans la ville sud-africaine de Durban dans les prochaines semaines».

Il a poursuivi en soulignant l'importance que l'Union Européenne attache au développement du secteur agricole en Afrique. «L'UE souhaite contribuer au secteur à travers les organisations régionales compétentes en Afrique. Notre approche repose sur quatre piliers:

- L'accès aux marchés
- La recherche agronomique
- La gestion de l'eau et des terres
- La lutte contre la faim

Van de Geer a également soulevé l'importance de réduire les pertes après récoltes.

«Nous devons améliorer la diffusion de la recherche existante. Nous soutenons les programmes régionaux de sécurité alimentaire et nous sommes prêts à renforcer notre rôle dans ce domaine. Nous avons le devoir envers les agriculteurs africains d'améliorer les conditions ainsi que l'environnement international dans lequel ils fonctionnent» poursuivit-il. «Nous sommes parfaitement conscients que de nombreux pays ne disposent pas des ressources nécessaires». Concernant les distorsions du marché causées par la Politique Agricole Commune (PAC), il a assuré aux délégués que «l'UE s'est engagée à uniformiser les règles du jeu sur le plan international. Nous souhaitons renforcer nos relations commerciales avec l'Afrique, comme le démontrent les Accords de Partenariat Economique (APE) actuellement en cours de négociation avec plusieurs de nos partenaires sur le continent», a-t-il ajouté. «Notre principal soutien se situe au niveau de l'environnement structurant. Nous encourageons les gouvernements à créer un



environnement favorable et laisser ensuite les agriculteurs et les marchés s'occuper du reste. Il nous tarde de voir les résultats de vos efforts à ce sujet», conclut-il.

Peralit Van Der Merwe, Directeur Général, Heineken - Afrique du Sud

«La présence d'Heineken en Afrique remonte à plus de cent ans», commença Van Der Merwe. «Nous avons commencé à vendre de la bière sur le continent en 1900, et notre première brasserie fut ouverte en 1923. Aujourd'hui, Heineken détient 36 brasseries dans 20 pays à travers le continent. Le magazine britannique The Economist a relevé récemment que parmi les dix pays à plus forte croissance économique de ces dernières années, six se trouvent sur le continent africain. Les entreprises qui ne développent pas une stratégie africaine risquent de rester sur la touche ».

Heineken favorise systématiquement un approvisionnement local pour ses achats de matières premières et cherche à soutenir ainsi les producteurs locaux. « Cette approche est au cœur de nos politiques d'achat », insista Van der Merwe, « et cela nous permet également de raccourcir la chaîne d'approvisionnement. Notre objectif est de nous procurer 60% de nos matières premières localement, ainsi que de fournir une formation aux agriculteurs ».

« Cette approche nous permet d'avoir un impact positif sur les communautés et les pays dans lesquels nous opérons. Nous avons commandé plusieurs études d'impact économique (EIE), effectuées par des organismes externes, qui mesurent notre impact sur les marchés dans lesquels nous opérons, sur la base du nombre d'emplois que nous créons directement et indirectement. A ce stade, Heineken emploie 30.000 personnes à travers le continent. La santé de nos collaborateurs est également primordiale: nous gérons 26 cliniques et nous employons également des médecins, des techniciens de laboratoire et des infirmières ».

Our business has...

Nos politiques d'approvisionnement local nous permettent:

- 1) D'assurer un approvisionnement durable de matières premières pour nos bières en Afrique;
- 2) D'aider à renforcer la compétitivité du secteur agricole africain, ce qui permet au bout du compte de baisser le prix des céréales locales;
- 3) D'améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux sur le long terme;
- 4) De réduire notre propre empreinte carbone en raccourcissant nos chaînes d'approvisionnement de matières premières, et en réduisant nos coûts de transport.





Moussa Seck, Président, Pan African Agrobusiness Consortium (PanAAC) - Sénégal

La dernière présentation de cette session fut donnée par Moussa Seck, président de PanAAC. «Comment l'Afrique peut-elle satisfaire la demande alimentaire? » demanda Seck. «Les spécificités étonnantes du continent africain constituent un avantage unique en matière de potentiel agricole», déclara-t-il. En effet, «notre continent est entièrement situé entre le 40e parallèle nord et le 40e parallèle sud. Par conséquent, nous avons la possibilité de faire pousser quasi tous les types de culture sur une base annuelle, en alternant la production de cultures au nord et au sud de l'équateur. Aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Inde et l'Europe produisent en l'espace de deux semaines ce que nous produisons en un an». La PanAAC offre une nouvelle vision, affirma Seck: «Elle est notamment constituée par la création d'agropoles, de plates-formes d'information, par l'échange de technologies, de partenariats stratégiques et par la viabilité financière pour les parties prenantes dans l'agroalimentaire et l'agro-industrie en Afrique »:

- Organisation de la gestion des chaînes de valeur dans un pays ;
- Implication du secteur privé à travers la chaîne d'approvisionnement au niveau local et régional ;
- Plates-formes pour le secteur privé dans tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement ;
- Identification des besoins et répartition des rôles ;
- Création d'un marché virtuel produisant une synergie entre les acteurs et les ressources ;
- Partage des connaissances, volonté politique, mobilisation des ressources au sein du secteur privé.

« Le rôle de l'agriculture », conclut Seck avec sagesse, « n'est pas seulement de nourrir l'être humain, c'est de lui donner le temps de faire autre chose que de se préoccuper de son prochain repas. Quand l'homme a de quoi se sustenter, il peut se consacrer à la civilisation, à développer la société ».

SESSION II: LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ POUR STIMULER L'AGROBUSINESS - SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Animée par **Babatunde Omilola, (Directeur Lutte contre la pauvreté – Bureau régional du PNUD)**, la deuxième session plénière fut consacrée au rôle du secteur privé dans le développement de l'agro-industrie et le l'organisation de marchés inclusifs.

Riaan Coetzee, Directeur Agro-industries, Corporation de Développement Industriel (IDC) - Afrique du Sud

La première intervention était donnée par Riaan Coetzee, Directeur pour les Agro-industries à l'Industrial Development Corporation (IDC). L'IDC est l'agence publique de développement industriel d'Afrique du Sud, et à ce titre est une des principales institutions de financement du développement (IFD) sur le continent africain. En près de sept décennies d'existence, l'IDC a joué un rôle capital dans le développement industriel de l'Afrique du Sud. Depuis l'an 2000, son mandat a été élargi à l'ensemble du continent africain, conformément aux engagements de l'Afrique du Sud au sein du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). L'IDC est un acteur de plus en plus important dans les chaînes de valeur agricoles



en Afrique, avec plus de 4,5 milliards de rands (environ 500 millions de dollars américains) d'investissements dans le secteur agroalimentaire, logés au sein d'un fonds spécialisé, l'unité des investissements stratégiques (Strategic Business Unit). Le SBU se concentre sur trois domaines d'activité, à savoir l'agro-industrie (alimentaire et non alimentaire), les boissons, et l'aquaculture.

Le rôle de l'IDC, souligna Coetzee, ne se limite pas à fournir un soutien financier : « Nous jouons également un rôle en matière de conseil stratégique, de soutien externe à la bancabilité de projets, de formation entrepreneuriale et de conseil socio-économique. Il est impératif de soutenir les acteurs privés dans le secteur agroalimentaire par l'apport de capitaux propres plutôt que de se contenter de fournir un financement par endettement. L'IDC est également entrée en partenariat avec l'Union Européenne et d'autres acteurs pour encourager la concurrence au sein des chaînes de valeur. Nous avons considérablement élargi notre présence au cours des dernières années en Afrique australe et orientale, avec des projets au Mozambique, au Malawi, en Tanzanie, au Kenya, en Ethiopie et en Namibie », conclut Coetzee, avant de présenter deux études de cas en Afrique australe.



Richard Rogers, Chargé de programme senior, Développement et accès aux marchés mondiaux, Fondation Bill & Melinda Gates - États-Unis

« L'agriculture est devenue un secteur clé de notre programme de développement et d'accès aux marchés, avec des engagements totaux à hauteur de 1,8 milliards de dollars américains. Nous souhaitons mettre à profit l'expertise des agriculteurs en Afrique », affirma Rogers. « Ce sont les entreprises qui créent de la richesse – ce qui n'est pas le cas des gouvernements ni des ONG. Il importe aussi de définir très clairement la notion de valeur ajoutée dans le domaine de l'agriculture, et de le faire dans un langage qui soit compris par les entreprises ».

Rogers a également souligné l'importance de mesurer les résultats de projets par un suivi rigoureux et une évaluation des interventions : pas seulement en fonction du nombre de personnes formées, mais aussi en fonction d'une augmentation réelle des rendements agricoles,



par exemple. Il convient également de faire des études de marché et de segmentation, afin de déterminer le profil de l'agriculteur africain : « Qui sont les agriculteurs africains ? Comment pouvons-nous comprendre leurs besoins, leurs motivations ? Il ne s'agit pas de trouver ce que nous pensons qu'ils devraient vouloir, mais ce qu'ils veulent vraiment », a-t-il ajouté.

En conclusion, dit Rogers, « il est nécessaire de mieux définir les indicateurs clé et d'évoluer d'une démarche d'investissement social d'entreprise (ISE) vers une approche qui soit davantage orientée vers des modèles d'affaires viables ».

Marius Boshoff, Directeur pour l'Afrique australe, Protection des cultures, DuPont - Afrique du Sud

Ce fut au tour de Marius Boshoff de DuPont de prendre la parole. « Trois grands défis dominent l'avenir de l'Afrique et du monde, et façonneront inévitablement la conduite des grandes entreprises dans les décennies à venir :

- Comment nourrir la planète ;
- Comment réduire notre dépendance envers les combustibles fossiles ;
- Comment protéger l'environnement et l'humanité.

Ces défis sont bien trop importants pour être abordés de manière individuelle par les gouvernements ou les entreprises. DuPont est un acteur important dans le secteur agroalimentaire, avec plus de dix milliards de dollars américains investis dans l'agriculture et la nutrition. « Nous nous situons en amont de la chaîne – notre impact se situe au niveau du village », poursuivit Boshoff. L'impact de DuPont se situe à trois niveaux :

- Partenariat avec les agriculteurs locaux et les producteurs pour accroître les rendements ;
- Travaillant aussi bien aux côtés des producteurs que de la grande distribution pour proposer une meilleure nutrition et améliorer le conditionnement ;
- Collaboration avec les pouvoirs publics pour assurer la sécurité alimentaire.

« Trouver les moyens de fournir à chacun suffisamment d'aliments sains et nutritifs est devenu un problème complexe de portée mondiale », a poursuivi Boshoff.

« DuPont apporte toute l'étendue de ses connaissances scientifiques et son expertise pour relever ces défis, en collaboration avec les producteurs, les gouvernements et d'autres entreprises à travers le monde. Nous aidons les agriculteurs à obtenir les produits et l'expertise dont ils ont besoin pour produire des récoltes abondantes et les faire parvenir aux consommateurs. Nous développons des emballages qui permettent de conserver les aliments périssables jusqu'à leur destination finale. Et nous travaillons avec les producteurs et la grande distribution pour améliorer le contenu nutritionnel et la sécurité des aliments ».

« Il est bien connu que la quantité de terres arables qui peut être utilisée pour la production alimentaire est plus ou moins limitée à ce que nous avons aujourd'hui. L'opportunité de marché, par conséquent, est de produire plus sur le même nombre d'hectares. Il y a également une forte demande pour une meilleure alimentation, et une alimentation plus riche en protéines, par exemple ».

Boshoff exposa ensuite le rôle de DuPont dans le secteur des semences, notamment avec Pioneer High-Breed, en collaboration avec les agriculteurs, pour déterminer quel type de produit correspond à quel type de terre. Un autre exemple est fourni par DuPont

Crop Protection, qui fournit au secteur agricole les moyens de protéger les cultures contre les mauvaises herbes, les maladies et insectes ravageurs grâce à une nouvelle génération d'insecticides à faible toxicité.

Ces innovations vont toutes jouer un rôle important, dit Boshoff. Mais, a-t-il averti, « On ne peut mener à bien un projet dans un contexte de politiques inefficaces ». Il conclut sa présentation en appelant les investisseurs à la patience : « Soyez résolu et audacieux - si votre objectif est de faire un profit rapide, mieux vaut ne pas investir du tout ».

Pierre Van Hedel, Directeur Général, Fondation Rabobank - Pays-Bas

L'intervenant final de cette session fut Pierre van Hedel, Directeur Général de la Fondation Rabobank.

« Nous sommes lancés sur une voie sans issue », remarqua Van Hedel en guise d'introduction. Alors que d'un côté, un milliard de personnes souffrent d'obésité, un autre milliard d'hommes sur Terre ne mangent pas à leur faim ». Nous devons également faire face à d'immenses défis que sont la croissance économique inégale, la dégradation de l'environnement et l'épuisement graduel de nos réserves en ressources naturelles et matières premières ».

« Comment allons-nous augmenter la production alimentaire en quantités suffisantes d'ici 2050 ? » a-t-il demandé. Une étude de la FAO fournit quelques réponses à cette question : Le monde aura besoin d'augmenter la production végétale de 70%, d'augmenter l'intensité de culture de 14%, et les rendements agricoles de 77%. La quantité de terres arables disponibles n'augmentera que de 9%, ce qui signifie que pour parvenir à produire le surplus nécessaire, les rendements devront augmenter d'environ 77% ».

« Dans les pays asiatiques et africains, les petites exploitations représentent environ 90% des exploitations agricoles et occupent environ 60% des terres agricoles, tandis que les rendements moyens sont faibles. La viabilisation de ce modèle économique ne sera atteinte que si l'on s'applique à mieux relier les agriculteurs aux marchés et à les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale. Les acteurs économiques, aussi bien dans le secteur public que privé, sont de plus en plus conscients de cette réalité, affirma Van Hedel.

Un défi crucial en la matière sera de se pencher sur la structure parcellaire des exploitations agricoles, et au trop grand nombre d'exploitations agricoles.

En outre, souligna Van Hedel, « les petites exploitations ont intérêt à s'organiser en associations de petits producteurs (APP) afin de bénéficier des économies d'échelle des grandes exploitations, et de se conformer aux normes de qualité des grands marchés de consommation ». La Fondation Rabobank est impliquée dans 200 projets agroalimentaires dans 25 pays en voie de développement autour du monde.

Faisant écho aux intervenants qui l'ont précédé sur le podium, Van Hedel a lui aussi rappelé que la stabilité politique et la bonne gouvernance constituaient des facteurs déterminants : « Nous souhaitons investir dans des environnements fiables ».



ATELIERS PARALLÈLES

Les travaux reprennent dans l'après-midi avec les premiers ateliers parallèles du Forum, portant sur l'augmentation de la productivité, les opportunités pour l'agro-industrie dans l'agriculture africaine, et enfin une session spéciale « Focus sur le Zimbabwe ».

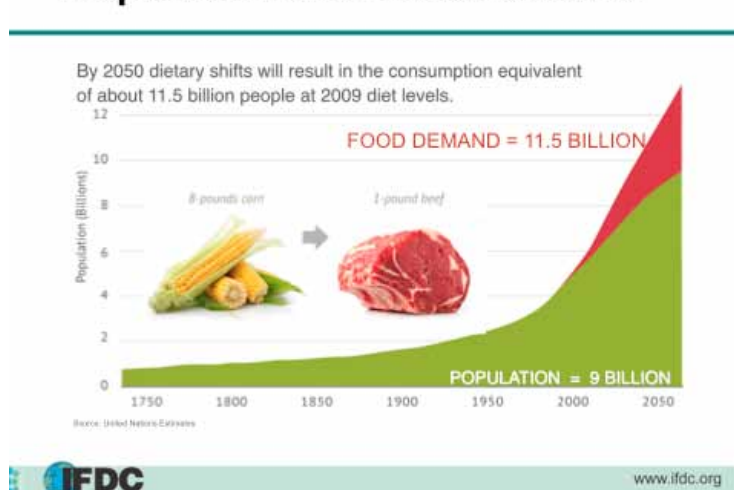
→ ATELIER I: ACCROITRE LA PRODUCTIVITE

Animée par **Ilyas Abdul Rahman, Directeur des opérations de l'AIP ICRISAT**, la session portait sur l'accroissement de la productivité dans le secteur agricole.

André de Jager, Directeur par intérim du Centre international pour le développement des engrais, IFDC - Ghana

La présentation de de Jager était intitulée « Innovations techniques et agricoles pour augmenter la productivité dans le secteur de l'agro-business ». Après un aperçu des défis actuels (notamment la demande croissante de produits alimentaires, les besoins de production et l'accès aux marchés), M. de Jager s'est attardé sur le rôle de l'IFDC dans l'augmentation de la productivité agricole durable, les innovations techniques de production (par exemple les semences et la lutte antiparasitaire), et les innovations agroalimentaires. Il a conclu son intervention par un plaidoyer en faveur de partenariats public-privés pour favoriser l'intensification agricole et un meilleur fonctionnement des chaînes de valeur, aussi bien en amont qu'en aval. Il fallait enfin, dit-il, avoir des perspectives réalistes sur le financement et les risques encourus par les investisseurs.

Population and Food Demand



George Osure, Directeur de Programme, Fondation Syngenta - Kenya

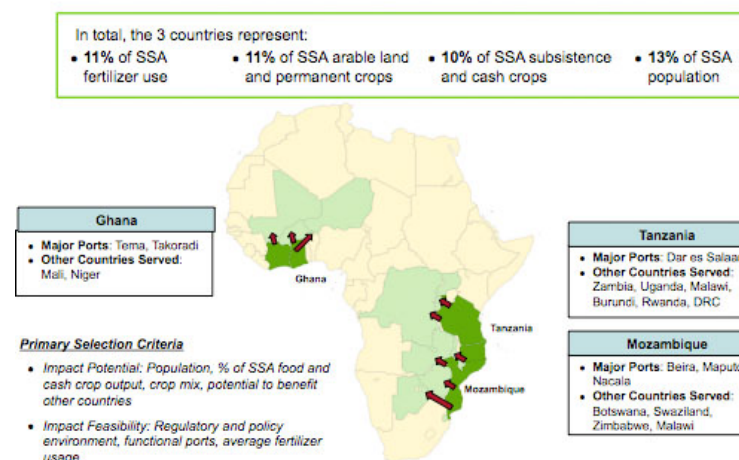
George Osure, Directeur de Programme pour la Fondation Syngenta (Kenya), a donné une présentation sur la façon d'accroître la productivité agricole en construisant les liens nécessaires en amont de la chaîne de production. Il a donné un aperçu des facteurs actuels jouant sur la productivité (notamment les marges brutes, les fluctuations de rendement et les pertes après récoltes), avant de suggérer un ensemble de services pouvant répondre aux facteurs affectant la productivité. La productivité des terres pourrait être grandement améliorée, conclut-il, en agissant sur trois variables principales : les coûts de transaction, la gestion du sol, et enfin un cadre législatif favorable.

Jason Scarpone, Président, Groupe I-Partner - États-Unis

Jason Scarpone, Président du Groupe I-Partner, était le troisième intervenant de la session. Sa présentation portait sur le partenariat africain pour les engrais dans le secteur de l'agro-business (African Fertilizer Agrobusiness Partnership, AFAP). Scarpone commença par décrire les objectifs de l'AFAP et ses critères d'évaluation, avant de d'exposer le modèle de l'AFAP. Initialement, l'AFAP ciblait trois pays qui ont joué le rôle de « passerelles » vers d'autres pays dans leur région.

Grâce à cette approche, il est possible d'identifier les obstacles à l'accès aux engrais, et les conditions nécessaires pour lever ces obstacles. Scarpone a ensuite décrit comment l'AFAP permettait d'améliorer l'accès aux engrais et leur prix pour les agriculteurs, d'élargir l'offre, de renforcer la demande et d'améliorer les politiques agricoles. Les partenariats avec l'AFAP permettent de faciliter la réalisation de ces objectifs.

Initially targeting 3 countries, that act as gateways to 11 others

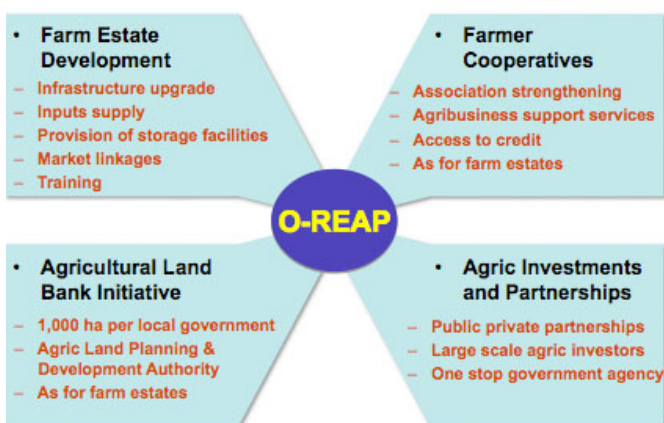




Diji Charles Akinola, Chef de Projet, Groupe O-REAP - Etat d'Osun, Nigéria

La dernière présentation de cet atelier parallèle fut donnée par Charles Diji Akinola du groupe O-REAP. Akinola a exposé la stratégie de développement du secteur agricole dans l'état d'Osun à travers une présentation intitulée « Accroître la productivité grâce aux partenariats ». Akinola s'est attardé sur les défis de la productivité dans le secteur agricole au Nigéria, y compris le manque d'investissement, les droits d'accès aux terres et le manque d'infrastructures adéquates. Pour répondre à ces différents défis, il faut augmenter la production, en particulier en développant les grandes exploitations commerciales, et les coopératives agricoles. Il faut aussi renforcer les organismes de crédit agricole, l'investissement et les partenariats dans le secteur.

Programme Components



→ ATELIER II: OPPORTUNITES POUR L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE DANS L'AGRICULTURE AFRICAINE

Il revint à **Ralph von Kauffman, coordonnateur technique de UniBRAIN (Kenya)** d'animer le deuxième atelier parallèle de la journée, portant sur les opportunités concrètes existantes dans le secteur agroalimentaire en Afrique.

Von Kauffman a présenté les intervenants avant de poser une question plusieurs fois évoquée au cours du Forum: Pourquoi l'Afrique a-t-elle laissé passer la révolution verte? Von Kauffman a proposé aux panélistes présents d'apporter des éléments de réponse à cette question, mais a également identifié les évolutions positives : « Il y a désormais une volonté nouvelle d'investir dans l'agriculture en Afrique. Les conditions sur le continent sont réunies pour permettre une transformation profonde du secteur agricole », a-t-il conclu, avant de céder la parole aux intervenants.

Brian Mwanamambo, PDG, Frontier Development Associates - Zambie

Le premier orateur fut Brian Mwanamambo, de Frontier Development Associates. « Nous avons entendu beaucoup de choses aujourd'hui, y compris que l'Afrique manque d'investissements », commença-t-il, « et il est urgent bien entendu de remédier à cela.

L'investissement à grande échelle dans les secteurs agroalimentaire et agro-industriel en Afrique est actuellement entravé par un manque de ressources humaines et institutionnelles. Les universités africaines ne sont pas suffisamment orientées vers les besoins du secteur : le fossé entre les besoins du secteur privé agricole et les formations proposées par les universités est encore bien trop large », affirma-t-il.

UniBRAIN, une initiative panafricaine soutenue par le Danemark, vise à réduire ce fossé afin de répondre aux besoins de l'industrie agroalimentaire. Elle cherche à créer une plateforme efficace pour transmettre sur le terrain les connaissances développées grâce à la recherche, et de subvenir aux besoins de l'agrobusiness.

Cinq incubateurs ont d'ores et déjà été lancés à travers le continent et deviendront opérationnels à partir de 2012, en Ouganda, en Zambie, au Kenya, au Ghana et au Mali.

La mission de ces incubateurs est de faciliter la création d'entreprises compétitives dans le secteur agro-industriel grâce à de meilleures technologies et à de meilleurs moyens de mise sur le marché.

Mwanamambo a ensuite appelé les délégués présents à se mettre en rapport avec les représentants de ces incubateurs, en vue de créer des partenariats.

Dr Bangali Baboo, Directeur national, Projet national d'innovation agricole (PNIA) - Inde

Le Dr Baboo Bangali, Directeur du Projet d'innovation agricole (PNIA) du Conseil indien de recherche agricole (ICAR), a suivi Mwanamambo sur le podium. L'Inde ne couvre que 2,4% de la superficie de la planète, mais comporte 17% de la population mondiale et 11% de son bétail, souligna Bangali. Avec 142 millions d'hectares de terres cultivées et 60 millions d'hectares de terres irriguées, l'agriculture reste un secteur clé de l'économie et de la société indiennes : 52% de la population dépendent directement du secteur, qui compte pour 14,2% du Produit Intérieur Brut et 10,23% des recettes d'exportation.

« Le succès de la révolution verte en Inde montre qu'il est possible d'augmenter considérablement la production alimentaire en l'espace de quelques décennies », souligna Baboo. Le Conseil indien pour la recherche agricole (ICAR) a joué un rôle fondamental à cet égard, grâce à la recherche et au développement technologique, qui ont permis de multiplier par 4 la production de céréales, par exemple. L'ICAR est présent dans tout le pays, avec 97 instituts répartis à travers l'Inde. « Nous bénéficions d'une solide base de ressources scientifiques, et d'une expérience reconnue dans le développement et l'application de technologies à fort impact. Avec un budget de 250 millions de dollars américains, l'ICAR est en mesure non seulement de mener des recherches dans des domaines particulièrement innovants, mais peut également contribuer à améliorer l'efficacité du système agricole, à réduire la pauvreté et à générer des revenus pour les petits agriculteurs. Grâce à ses unités de planification de développement (BPDU), l'ICAR encourage, entretient et soutient des les techniciens et les scientifiques pour les aider à transformer leurs idées de recherche novatrices en solutions commerciales viables. »

L'ICAR offre également une plateforme unique pour le développement du secteur agro-industriel en Inde, y compris à travers un réseau d'incubateurs répartis sur l'ensemble du pays.



L'institut étudie également les opportunités pouvant émaner de la coopération sud-sud dans le secteur agroalimentaire, notamment par :

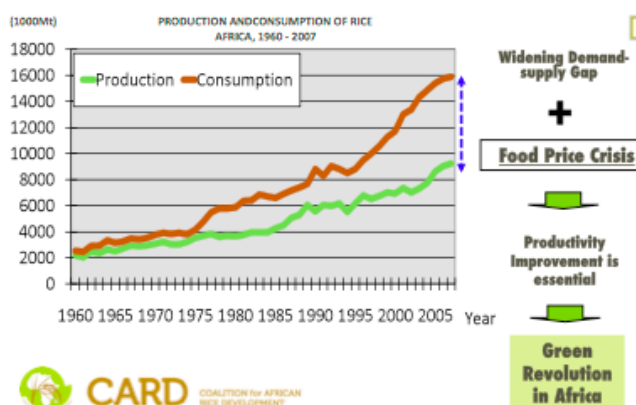
- Le transfert de technologies dans les deux sens, et la commercialisation entre l'Inde et l'Afrique ;
- Le renforcement des capacités de gestion dans le secteur agricole en Afrique ;
- Les services de facilitation aux entreprises indiennes du secteur agro-industriel souhaitant entrer sur le marché africain ;
- Les services de facilitation pour les entreprises africaines du secteur agro-industriel à la recherche de partenariats et d'opportunités d'exportation avec le secteur agro-industriel indien ;
- L'établissement d'une alliance stratégique pour initier le réseau global d'incubateurs du secteur agro-industriel (Global Agri Business Incubator Network, GABI).

Dr Kiran K Sharma, PDG, Agrobusiness & Innovation Platform (AIP) ICRISAT - Inde

Sharma a commencé par présenter la mission de l'ICRISAT, consistant à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au travers de la science. Dans le cadre de cette mission, une plateforme pour l'innovation dans le secteur de l'agrobusiness (PIAB ou AIP, en anglais) a été formée pour favoriser les transferts de technologie et les résultats en matière de recherche et développement. Sharma a enchaîné sur d'autres projets de l'ICRISAT, y compris le Agri-Business Incubation Programme (ABI), qui se concentre sur la co-incubation d'entreprises et de partenariats, ainsi que le Réseau indien des incubateurs Agro-Business (NIABI). Un des meilleurs exemples de partenariat sud-sud initiés par ce réseau est l'ouverture prochaine d'un incubateur agroalimentaire au Mozambique.

Hiroshi Hiraoka, Coordonnateur, Coalition pour le développement du riz en Afrique (CARD) - Kenya

Hiroshi Hiraoka, coordonnateur de la Coalition pour le développement du riz en Afrique (CARD), a partagé avec les délégués la politique du CARD en faveur du secteur privé. Hiraoka a commenté sur les conditions d'une révolution verte en Afrique avant d'expliquer comment le secteur du riz, et spécifiquement CARD, pourrait contribuer à cette révolution. Il a développé les différentes approches visant à doubler la production de riz en Afrique sub-saharienne d'ici 2018, notamment par l'optimisation des chaînes de valeur du riz, ainsi que le lancement de stratégies nationales de développement de la riziculture et l'intégration de ces stratégies dans un cadre général qui les relie au secteur privé, avec le soutien des pouvoirs publics.



→ ATELIER III: GROS PLAN SUR LE ZIMBABWE

L'objectif de cette session « spécial pays » était d'explorer les possibilités d'investissement dans le secteur alimentaire au Zimbabwe. L'atelier était animé par **Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC International**.

Trevor Chigwanda, Chef de cabinet dans le bureau du Premier ministre - Zimbabwe

Chigwanda a souligné les nombreuses possibilités d'investissement dans le secteur agricole du pays, en particulier dans les filières coton, tabac, maïs et thé. Le fait que l'inflation ait été maîtrisée et a maintenant atteint des niveaux acceptables, de l'ordre de 3% par an, est perçu comme un très bon signe: «C'est probablement l'un des meilleurs moments pour investir au Zimbabwe», dit Chigwanda. Répondant aux questions de l'auditoire, Chigwanda s'est étendu sur les changements récents que le gouvernement du Zimbabwe a mis en place en matière de règles portant sur la propriété foncière. «La mesure la plus importante actuellement imposée par l'État est le principe «un homme, une ferme», une question qui sera également l'un des principaux points à l'ordre du jour du gouvernement après élections législatives prévues dans le courant du troisième trimestre de 2012».

Le Zimbabwe a également créé une Agence de Promotion des Investissements, afin d'assister les investisseurs potentiels, et de réduire les obstacles bureaucratiques et administratifs pour les investisseurs. La création de cette agence va considérablement accélérer le processus d'approbation des investissements étrangers, et réduire les délais d'approbation à moins d'une semaine après réception des propositions. Le Gouvernement de transition, souligna enfin Chigwanda, est également prêt à faire des changements dans les règles limitant les sorties de capitaux, et invite les entrepreneurs à présenter leurs propositions au Bureau du Premier ministre.

John Bere, Directeur des Opérations, Groupe Tetrad - Zimbabwe

John Bere, Directeur des opérations du groupe Tetrad, a embrayé sur le message de Chigwanda: «Le Zimbabwe présente de grandes opportunités pour les investisseurs étrangers, et s'efforce aujourd'hui de réduire l'impact de la crise économique qui a affecté le pays ces dernières années». Dans le secteur financier et de microcrédit, il existe, malgré les risques, un grand potentiel pour les agriculteurs actuellement engagés dans le petit commerce, comme en témoigne la récente augmentation de la production de tabac.

Cependant, ajouta-t-il, il n'est un secret pour personne que les conditions au cours des dernières années n'étaient pas propices à l'accroissement de la productivité, et que le secteur agricole a également souffert d'un manque de ressources. Toutefois, la Banque centrale du Zimbabwe est intervenue pour relever ces défis, et contribue au développement du secteur agricole par l'attribution de crédits.



Bere a également souligné l'importance du plan économique 2010-2015 visant à accroître le revenu national de 60%. Ce plan bénéficie du soutien de la Banque mondiale et de la société civile, et sera crucial pour assurer une reprise économique significative dans les domaines de l'agriculture et le tourisme.

Susanna Makombe, Membre fondateur, New Faces New Voices - Zimbabwe

Susanna Makombe, représentant le projet «New Faces, New Voices» (dirigée par Graça Machel), fut la dernière panéliste de la journée. New Faces, New Voices dirige des projets axés sur les femmes vivant en région rurale. L'organisation vise à améliorer les conditions d'élevage, tirer parti du potentiel général de développement de l'agriculture et ainsi assurer une augmentation des revenus.

« Les conditions de vie au Zimbabwe sont indéniablement très difficiles », concéda-t-elle, soulignant la nécessité d'améliorer l'accès aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que l'urgence de réduire les taux d'infection par le VIH et le SIDA. « Ces conditions difficiles ont eu un impact très négatif sur les populations, en empêchant le développement économique et social, et donc la capacité à obtenir des crédits des organismes de financement ».

Mais l'agriculture est un secteur clé, et peut jouer un rôle moteur pour améliorer considérablement les conditions de vie, ajouta Makombe. Elle a appelé les investisseurs à profiter des opportunités présentes dans les régions rurales, et de soutenir les personnes au moyen de formations en production et en technique de vente. « Les projets de microcrédit jouent un rôle crucial dans le développement du Zimbabwe, et nous devons suivre l'exemple donné dans ce domaine par d'autres pays africains comme le Kenya ou le Ghana, qui ont réussi à attirer les investisseurs de toute l'Afrique et à partager leur savoir-faire ».

Miller a clôturé la session et invité les investisseurs à explorer les opportunités au Zimbabwe, en particulier le potentiel entrepreneurial des femmes.

JOUR III: MARDI 18 OCTOBRE 2011

SESSION III: FINANCER LA CROISSANCE DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE

Animé par **Arthur Levi**, ancien **Directeur** à l'IFC et **Consultant** pour **EMRC International**, la 3e session plénière fut consacrée au défi de mobiliser des financements pour la croissance dans le secteur agroalimentaire.

→ PARTIE I: BANQUES COMMERCIALES, BAILLEURS DE FONDS ET FONDATIONS, FONDS DE PRIVATE EQUITY (CAPITAL-INVESTISSEMENT)

Tony Phido, Directeur Général / CEO, Investment & Trust Company Ltd, Bank of Industry - Nigeria

« En 2005, la BOI a pris la décision stratégique de se concentrer sur les PME, en partie suite à l'échec relatif d'une concentration trop grande sur les grandes entreprises par le passé. A l'heure actuelle, la banque a pris la décision de prêter jusqu'à 90% de ses ressources aux PME, et le secteur agroalimentaire figure en très bonne place au sein de cette stratégie ».

« La première phase », expliqua Phido aux délégués, « consista à renforcer les capacités. La banque a organisé des ateliers de travail dans tout le pays, rassemblant une diversité d'entrepreneurs qualifiés et semi-qualifiés. La banque vise à soutenir, sur une base commerciale, les efforts au niveau national et fédéral afin d'encourager la création d'entreprises. Nous aidons également des entreprises totalement informelles à s'organiser en coopératives », a-t-il ajouté. « Nous avons, par exemple, organisé un prêt de 100 milliards de nairas (environ 650 millions de dollars américains) avec l'aide de la Banque Centrale, afin de développer la filière du coton ».

Hugh Scott, Directeur Général, Fonds d'Appui Africain pour le Développement de l'entreprise (AECF) - Kenya

Le Fonds d'Appui Africain pour le Développement de l'entreprise (AECF) cherche à financer des projets innovants en Afrique. L'AECF dirige des fonds reçus de bailleurs vers des projets du secteur privé, en mettant ces projets en concurrence entre eux. Il s'agit d'un fonds panafricain, qui cherche avant tout à avoir un impact positif sur les petits agriculteurs.

L'AECF propose des mécanismes de financement innovants, expliqua Scott : « Nous recevons des enveloppes de financement concessionnel, que nous mettons ensuite à disposition du secteur privé sur base de concours. Nous fournissons de l'argent venant de bailleurs de fonds ainsi que l'argent venant de prêts sans intérêt, pour des montants entre 500.000 et 1,5 millions de dollars américains » a poursuivi Scott. L'AECF soutient actuellement 87 projets dans 17 pays, bénéficiant à 3 millions de personnes en zone rurale. Les domaines cible sont l'agro-industrie, les services financiers en région rurale, les énergies renouvelables et l'adaptation au changement climatique. Le fonds a été lancé en juin 2008 avec un capital de départ de 35 millions de dollars américains, qui atteint aujourd'hui les 150 millions de dollars.



Trois concours étaient actuellement ouverts, indiqua Scott : la fenêtre « Agrobusiness en Afrique », la fenêtre « Sud Soudan », et la fenêtre « AECF React – Phase II », qui se focalise sur les énergies renouvelables et les technologies d'adaptation au climat.



Stephen Nairne, Directeur Général, Fondation Lundin - Canada

Le prochain panéliste était Stephen Nairne, Directeur Général de la Fondation Lundin. La fondation Lundin a été créée en 2005. Elle est basée à Vancouver, au Canada, et est affiliée au groupe Lundin, présent depuis plus de 35 ans en Afrique. La fondation Lundin a investi environ 10 millions de dollars américains chaque année dans des pays comme le Soudan, le Sud-Soudan, l'Éthiopie, le Kenya, la République démocratique du Congo, la Zambie, le Lesotho, le Ghana, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie. Les secteurs prioritaires sont l'agriculture / l'agro-industrie (65% des investissements), l'inclusion financière (25% des investissements), et les énergies renouvelables (10%).

Stratégiquement, le fonds est exclusivement focalisé sur les PME, et s'appuie sur un groupe important de partenaires tels que FMO, le fonds Acumen et AGRA (l'Alliance pour une révolution verte en Afrique). « Nous sommes des investisseurs patients », affirma Nairne, « et nous sommes également en train de convertir de plus en plus notre portefeuille de placements vers des monnaies locales ». Une chose importante à retenir, conclut Nairne, c'est que les investisseurs doivent se fier aussi bien aux compétences dites « souples » que sur les compétences techniques d'un projet. Nairne fournit ensuite brièvement deux exemples de projets phares soutenus par la Fondation Lundin: COMACO en Zambie, et MEDEEM au Ghana.



Anaar Kara, Directeur du partenariat, PlaNét Guarantee - France

« L'objectif poursuivi par PlaNét Guarantee est de protéger le financement de l'agrobusiness », commença Kara. PlaNét Guarantee est une entreprise sociale, ce qui signifie que les profits sont réinvestis dans l'entreprise. « Notre objectif » expliqua-t-elle, « est d'aider les petits agriculteurs en Afrique à être protégés contre les risques inhérents à l'agriculture, comme une mauvaise récolte ou des événements climatiques extrêmes. Il n'y a aucune inspection proprement dite des champs, ce qui réduit les coûts et nous aide à maintenir les primes à des niveaux extrêmement bas. Les compensations sont automatiquement déclenchées par un événement objectif, tels que les mesures pluviométriques », compléta Kara.

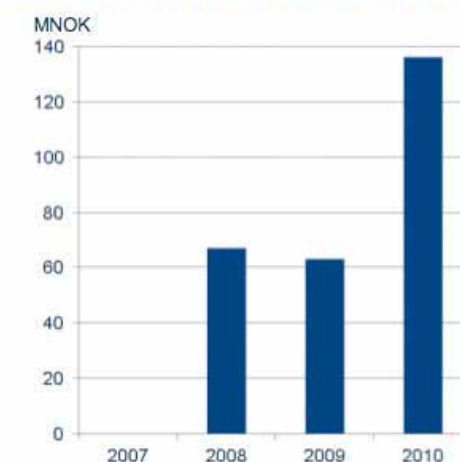
Deepak Malik, Directeur de projet pour l'Afrique, Norfund - Norvège

Norfund est un fonds de développement de 1,4 milliards de dollars américains appartenant à l'État norvégien. Le mandat de Norfund est de « réduire la pauvreté et de créer une croissance économique durable en investissant du capital risque dans des entreprises rentables dans les pays en voie de développement ». Le fonds investit aussi bien en actions qu'en produits obligataires. Les investissements se font toujours à des conditions commerciales et avec un partenaire. Les niveaux de participation se plafonnent en général à une participation de 20-30% (Norfund ne prend jamais une participation majoritaire). Le secteur de l'agrobusiness, a expliqué Malik, est une nouvelle classe d'investissement pour Norfund, mais il est très prometteur: l'Afrique compte 60% des terres arables inexploitées dans le monde. La productivité peut être considérablement augmentée grâce à l'irrigation, aux engrais chimiques, aux matières végétales améliorées, etc. Le continent bénéficie également de faibles coûts de production, ainsi que d'une forte croissance de la demande et des prix en raison de l'urbanisation accrue et une forte augmentation de la population et la croissance des revenus.

Les avantages sont évidents en termes de retombées positives sur l'emploi et créent un effet d'entraînement pour le reste de l'économie : l'investissement dans le secteur agricole stimule la croissance en dehors des zones urbaines, accroît la sécurité alimentaire et contribue à l'équilibre de la balance commerciale.

« A ce stade, Norfund détient pour 35 millions de dollars américains des placements dans le secteur agroalimentaire, mais nous entendons augmenter de façon significative ce portefeuille. Les investissements comprennent une ferme rizicole de 5000ha à Kilombero (Tanzanie) et la plus grande plantation de bananes de la province de Nampula au Mozambique ».

Contractual investment in agriculture



Investissements NORFUND dans l'agriculture - en millions de couronnes norvégiennes



→ PARTIE II: INSTITUTIONS FINANCIERES DE DEVELOPPEMENT

Saleem Karimjee, Manager senior, Société Financière Internationale (SFI), Membre de la Banque Mondiale - Afrique du Sud

L'IFC est la plus grande institution multilatérale de financement du secteur privé dans les économies émergentes, avec un capital engagé de 18,7 milliards de dollars américains. Il fournit des conseils sur les questions environnementales et sociales, et ses normes de performance économiques et sociales ont été adoptées par plus de 50 institutions mondiales. En fonction des besoins de ses clients, l'IFC propose des investissements directs, des mécanismes de financement ou des services de consultance.

L'approche stratégique de l'IFC se décline autour de trois types de modèles d'affaires:

- **Modèles inclusifs** (chaînes d'approvisionnement, conditions et politiques d'investissement et la politique, aide aux petits exploitants...);
- **Commerce de gros** (Grands négociants, banques commerciales);
- **Transformation de matières premières et agriculture à grande échelle:** financement projet et financement d'entreprises.

L'approche globale de l'IFC a évolué, continua Karimjee: « En matière de critères d'investissement, la viabilité économique et commerciale est une condition sine qua non de notre participation, mais nous cherchons également à maximiser l'impact sur le développement, d'une manière écologiquement et socialement durable. En outre, nous avons une préférence pour des projets existants plutôt que des projets qui partent de zéro. Nous attachons également une importance capitale à l'éthique et à l'intégrité : nous ne pouvons pas financer des projets où il y a une influence politique significative (indépendamment de l'intégrité des participants).



Geoffrey Manley, Directeur des investissements, Division des opérations du secteur privé, Banque africaine de développement (BAD) - Tunisie

Manley commença par souligner que « la BAD intervient principalement aussi bien de manière directe que de manière indirecte ». Il continua en indiquant que « dans le secteur de l'agrobusiness, nous proposons surtout des mécanismes de financement indirects : les montants sont relativement modestes et canalisés à travers des investisseurs locaux ou bien des fonds de capital financement ».

La BAD agit sur trois leviers pour l'agrobusiness : la création d'un environnement favorable, les transactions catalytiques, l'analyse et la stratégie. Le soutien de la BAD peut prendre la forme d'une assistance technique, un appui aux PME, les prêts parapluies, du capital ou d'autres formes de fonds propres. « La BAD met à nouveau l'accent sur le secteur agroalimentaire, à travers le financement du secteur public aussi bien que du secteur privé », a-t-il poursuivi.

Manley a ensuite donné quelques exemples de projets actuellement financés par la BAD: Markala Sugar, Lake Harvest, AAF et Agvance, qui montrent que les mécanismes de financement peuvent être adaptés pour répondre aux différents besoins d'un projet.

Louise McDonald, Directeur de programme national, Fonds international de développement agricole (FIDA) - Afrique du Sud

Louise McDonald, directrice de programme pays au Fonds international de développement agricole (FIDA), suivit Manley sur le podium. « Les délégués ici présents connaissent tous les grands défis du secteur agricole », dit-elle. Il s'agit notamment de l'accès limité aux ressources, le manque d'irrigation, le manque de moyens de financement en région rurale, des faiblesses en matière de commercialisation de produits, le manque de moyens de recherche et développement, etc. Un autre grand défi à surmonter est l'isolement géographique et économique parfois extrême d'un tiers des Africains vivant en région rurale: il y a moins de kilomètres de routes aujourd'hui qu'il y a 30 ans, et 34% des Africains vivent à plus de cinq heures de route de la ville marchande la plus proche.

McDonald s'est étendue sur la question de l'accès au financement, et a exposé le Programme de développement des entreprises et de financement rural du Swaziland comme exemple de modèle de financement durable. Grâce à un ensemble de facteurs favorables, le programme est ciblé, pertinent et engagé : environnement favorable, information, coordination, partenariats, développement des entreprises, suivi, monitoring et évaluation.

En conclusion, McDonald a souligné l'importance d'établir des partenariats, de réduire les risques, de planifier et de coordonner, de définir les rôles et responsabilités de chacun et de réduire les coûts de transaction.



Alfredo Abad, Directeur Afrique du Sud et l'Océan Indien, Banque européenne d'investissement (BEI) - Afrique du Sud

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution financière de l'Union européenne (UE). Bien que l'essentiel de ses investissements soit situé dans l'UE, la BEI est également un investisseur important hors de l'UE, avec un portefeuille de prêts de 9,8 milliards d'euros dans des projets se situant dans des pays en voie de développement, affirma Abad. La BEI est un partenaire institutionnel majeur du groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), avec plus de 13 milliards d'euros d'investissements dans ces pays partenaires. La BEI octroie des mécanismes de financement directs et indirects, précisa Abad: le financement direct est souvent privilégié pour les projets à grande échelle, c'est-à-dire d'une valeur d'au moins 15 à 20 millions d'euros, et ayant un besoin de financement minimum de 5 à 10 millions d'euros. La BEI peut également obtenir des financements pour des projets plus modestes par le biais d'intermédiaires financiers.

La participation de la BEI au financement de projets agricoles remonte à 1963. À ce jour, souligna Abad, « nous avons directement financé 99 projets dans les pays pour un montant de 581 millions d'euros, ainsi que plus de 800 projets indirects pour un total de 1,3 milliard d'euros ». Parmi nos plus gros projets récents figure une plantation de canne à sucre au Tchad d'une valeur de 12 millions d'euros, une bananeraie assortie d'une unité d'emballage au Cameroun pour 8 millions d'euros, et une raffinerie de sucre à l'Ile Maurice de 28 millions d'euros. La BEI agit toujours en partenariat et ne contribue jamais à plus de 50% du coût total d'un projet. En échange, la BEI octroie des financements à longue échéance afin de répondre aux besoins d'un projet et offrir une souplesse en matière de garanties financières, conclut Abad.

SESSION IV: STIMULER LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENT RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Animée par **Corin Mitchell, Directeur Afrique australe, AECF - Afrique du Sud**

Henry Minnaar, Directeur, Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) - Afrique du Sud

La session sur le commerce régional et l'investissement a été ouverte par Henry Minnaar, Directeur du programme agricole du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). La présentation de Minnaar portait sur l'optimisation des chaînes de valeur régionales à travers la création de corridors de développement. « Les corridors de développement jouent un rôle fondamental dans le développement. Il est important de cibler les régions qui possèdent déjà un fort potentiel économique inhérent, à savoir des régions dotées de ressources naturelles (exploitations minières, agriculture, éco-tourisme, sylviculture, etc.). L'exploitation de ressources minières, en particulier, permet d'attirer de gros investissements, et crée également des opportunités de développement durable dans d'autres domaines, comme l'agriculture, grâce aux infrastructures attenantes ».

Les corridors de développement peuvent stimuler les économies locales en reliant les partenaires commerciaux locaux et en développant les chaînes d'approvisionnement. L'amélioration des chaînes de valeur passe par l'amélioration des produits, des normes de qualité, des systèmes logistiques, mais aussi des pratiques d'affaires.

Le développement des activités de la chaîne de valeur est entravé par les faiblesses de l'environnement macroéconomique et des régimes commerciaux, les opportunités de marché incertaines, le manque de soutien aux marchés agricoles et le manque de subventions à l'exportation, les tarifs élevés et des règles d'origine restrictives. L'insuffisance de moyens de transport, d'espaces de stockage, et d'infrastructures de commercialisation constitue des obstacles supplémentaires.

« Toutefois, a déclaré Minnaar, ce qu'il convient de retenir est que les règles du jeu ne sont pas coulés dans le béton. Il n'y a pas qu'une seule politique ou une seule approche possible – le principal est que les politiques nationales soient cohérentes ».



Mathabo Le Roux, Délégation de l'UE - Afrique du Sud

Mathabo Le Roux, de la section politique, économique et commerciale de la délégation de l'UE en Afrique du Sud, a présenté le portail d'aide à l'exportation de l'UE, qui vise à assister les exportateurs dans l'accès aux informations sur les règles commerciales européennes. « L'accès est gratuit et disponible à tous via notre site Internet », a expliqué Le Roux. L'outil est un guichet unique conçu pour le bénéfice des pays en voie de développement. Par conséquent, l'objectif était faire en sorte qu'il soit accessible et utilisé par le plus grand nombre d'utilisateurs dans les pays en voie de développement. Le site est convivial et disponible en 4 langues, afin d'atteindre le plus grand nombre de personnes dans les marchés africains : anglais, espagnol, français et portugais (qui sont également des langues de l'UE).



L'outil fournit également une base de données qui permet de répertorier par une recherche rapide (sur base du code produit) toutes les règles relatives au commerce avec l'UE : exigences commerciales, impôts, informations détaillées sur les procédures d'import/export, les exigences générales et les taxes intérieures (TVA et accises). Ce service est disponible pour les biens matériels uniquement et non pas les services.

Tomas Sales, Directeur, Fonds africain des marchés (AFIM), PNUD Centre de service régional pour l'Afrique de l'Est et australe - Afrique du Sud.

L'AFIM est un projet régional du PNUD qui travaille à la réalisation des ODM à travers le développement de « marchés inclusifs » en Afrique. Par « modèles inclusifs », dit Sales, on entend « des entreprises commercialement viables à forte création d'emplois et de revenus pour les pauvres ». L'AFIM est structuré comme une plateforme de partenariat et de facilitation de projets, reliant les différentes organisations régionales et mondiales, les gouvernements, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile.

L'objectif de l'AFIM est de soutenir des personnes à faible revenu, en particulier les femmes et les jeunes. L'unité cherche avant tout à réduire la pauvreté, et travaille également sur les questions d'environnement, le relèvement de sociétés en situation post-confliktuelle, et l'égalité des sexes. L'AFIM travaille au développement de marchés inclusifs en :

- Tirant parti des initiatives complémentaires du PSD ;
- Assurant une assistance technique et renforcement des capacités ;
- Favorisant l'échange de connaissances ;
- Engageant le secteur privé ;
- Facilitant l'accès aux mécanismes de financement innovants, notamment destinés aux PME ;
- Favorisant la création de partenariats.

« L'AFIM soutient le Forum Agrobusiness 2011, qui rassemble tous les principaux acteurs du secteur agroalimentaire : les secteurs public et privé, les petits exploitants agricoles, les groupements économiques régionaux, les institutions de financement et de développement, se rassemblent ici pour déboucher sur des actions concrètes sur le terrain avec l'appui du PNUD » conclut M. Sales.

- A platform that aggregates, convenes and coordinates the various UN and other Private Sector related initiatives
- A partnership between various regional and global organizations as well as governments and inter-governmental organizations.
- A UNDP led project to accelerate the achievement of the MDGs through development of "inclusive markets" in Africa



Diagramme AFIM



CONCOURS DE L'INCUBATEUR DE PROJET EMRC-RABOBANK

La dernière séance de la matinée fut consacrée à la présentation des projets candidats pour le Prix EMRC-Rabobank pour le meilleur projet agricole en Afrique. Il revint à **Pierre van Hedel, Directeur Général de la Fondation Rabobank**, d'introduire le prix et de brièvement rappeler les 5 critères de participation au concours et d'octroi du prix :

- Le projet doit être réputé et connu ;
- Le projet doit avoir un impact positif et tangible pour un groupe d'agriculteurs ;
- Le projet doit être transparent ;
- Le projet doit avoir une dimension coopérative ;
- Le projet doit être fonctionnel depuis un certain nombre d'années.

Le comité de sélection, composé conjointement de Rabobank et de représentants d'EMRC International, a nommé cinq projets pour la phase finale du concours.

Les nominés pour l'année 2011 sont : **GAME** (Cameroun), **Ucokano** en Côte d'Ivoire, **Moçambique Organicos** du Mozambique, **Emeden** au Kenya, et **Moulins du Nil Blanc (MNB)** du Rwanda.

GAME (Cameroun), fondé en 1994, est une entreprise active dans la transformation de légumes séchés dans le centre du Cameroun. L'entreprise a pour objectif de réduire à zéro les déchets après récolte, et fournit déjà un moyen de subsistance et de revenus supplémentaires pour plusieurs dizaines d'agriculteurs locaux et leurs familles.

Uconako (Côte d'Ivoire), est une coopérative de 330 petits producteurs ivoiriens produisant du coton et des mangues. La coopérative exporte déjà vers l'Europe, et cherche à étendre ses opérations grâce à des améliorations techniques et l'obtention d'une certification de commerce équitable.

Moçambique Organicos (Mozambique), est un projet innovant impliquant des communautés de petits exploitants dans la province d'Inhambane, au Mozambique. Les agriculteurs produisent des légumes issus de l'agriculture biologique et du poivre. Le projet comprend également une ferme pilote soutenue par le gouvernement, visant à créer une base de connaissances pour assurer une augmentation à long terme de la production d'aliments biologiques.

Emeden (Kenya), est une association d'apiculteurs et de producteurs de tournesol basés dans les terres sèches des hauts plateaux kenyans. Les cultures ont récemment été étendues à la production d'arachide, de haricots, de mil et de sorgho, et l'association cherche à accroître la production en fournissant des micro-prêts à ses membres.

MNB (Rwanda) produit des noix et de la farine de maïs dans le quartier de Nyabihu, dans la banlieue de Kigali. L'entreprise cherche maintenant à renforcer la position des petits producteurs dans la chaîne de distribution, tout en créant de nouveaux emplois.

Dans le courant de l'après-midi, les délégués se sont répartis entre une série d'ateliers techniques pour discuter en profondeur des technologies innovantes en matière d'agriculture, et des modèles inclusifs bénéficiant aux petits agriculteurs.



→ ATELIER IV: TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LES PETITS AGRICULTEURS

La table ronde était animée par **Melissa Chemam, VoxAfrica - Royaume-Uni**

Gerry Van den Houten, Directeur technique, Chaîne d'approvisionnement et Développement des entreprises, SABMiller - Afrique du Sud

SABMiller est le deuxième plus grand brasseur au monde. En Afrique, le groupe est présent dans 39 pays. « En tant qu'acteur majeur du secteur agroalimentaire sur le continent, nous cherchons activement à augmenter le contenu local de nos chaînes d'approvisionnement sur l'ensemble de nos marchés africains », souligna Van den Houten. « Notre objectif est de nous procurer 55% de nos matières premières localement endéans les 2 prochaines années, contre 23% actuellement ».

Au Mozambique, par exemple, SABMiller est impliqué dans une initiative d'achat local pour fournir l'une de ses filiales, Cervejas de Moçambique (CDM), en matières premières localement produites. L'achat au niveau local raccourcit les chaînes d'approvisionnement et stimule l'agriculture locale.

« Le projet CDM applique de nouvelles techniques de brassage, permettant de produire des bières blondes avec du manioc cultivé localement, alors qu'auparavant ce type de bière ne pouvait être brassé qu'avec des ingrédients importés comme l'orge et le houblon. Il s'agira de la première bière de manioc dans notre gamme de bières brassées en Afrique, et nous souhaitons étendre l'expertise que nous avons accumulée au Mozambique à nos autres filiales africaines ».

Le gouvernement du Mozambique a également apporté son soutien au programme de localisation en acceptant de réduire le taux des accises à 10%, au lieu de 40% applicables auparavant.

Yariv Kedar, Président de la division Agriculture Durable, Groupe Balton - Kenya

Le Groupe Balton, basé au Royaume-Uni, est présent dans 9 pays africains: le Kenya, le Sud Soudan, le Ghana, le Sénégal, la Tanzanie, le Nigeria, la Zambie, le Rwanda et l'Ouganda. Le groupe fournit des systèmes d'irrigation, des serres, des produits agro-chimiques, des engrais et semences, et gère des projets intégrés.

Le Groupe Balton a développé le « Amiran Toolkit », une unité intégrée et complète destinée aux petits exploitants agricoles. Cette boîte à outils de l'agriculteur permet d'améliorer les rendements, de protéger les cultures et de les faire parvenir sur les marchés.

L'unité contient les éléments suivants:

- Une serre (disponible en deux tailles : 15m x 8m ou bien 24m x 8m) ;
- Un système d'irrigation au « goutte à goutte » ;
- Un réservoir pliable ;
- Un pulvérisateur ;
- Des semences (pour cultures de serre et pour culture sur champ ouvert) ;
- Un kit complet pour pépinières ;
- Des engrais pour couvrir une saison ;
- Des produits agro-chimiques pour couvrir une saison ;
- Des équipements de protection individuelle ;
- Des formations ;
- Un soutien agronomique par saison ;
- Des assurances.

La boîte à outils Amiran est soutenu par PanAAC, le gouvernement du Kenya (Ministère de l'Agriculture) et enfin le PNUD à travers ces centres de formation. Le système a également reçu le Prix ODM pour l'éradication de la pauvreté extrême et la faim, en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle à l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs et de la mise en valeur de leur potentiel.

Amol Jadhav, Gestionnaire de projet pour mFarmer, Fond GSMA pour le développement - Kenya

« La technologie mobile peut jouer un rôle fondamental dans la mise en valeur des chaînes d'approvisionnement agricole », commença Amol Jadhav. « Le fonds GSMA pour le développement joue un rôle clé pour aider les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, à bénéficier de ces nouvelles technologies ».

Le Fonds GSMA pour le développement (membre de l'association GSM ou GSMA) combine l'expertise du secteur du GSMA et ses membres, avec les compétences des agences internationales et des ONG en matière de développement, pour tester et reproduire des modèles innovants et durables en matière de services de téléphonie mobile.

Le programme agricole du fonds de développement cherche à accélérer le développement et l'utilisation de services agricoles à haute valeur ajoutée au moyen de la téléphonie mobile et est intitulé Agri VAS. Ce service est conçu pour répondre aux défis de rendement, de revenus et de sécurité alimentaire qui affectent les agriculteurs les plus pauvres de la planète.

Le modèle AgriVAS se décline en deux moyens de communications mobiles :

- Les services automatisés, tels que SMS et messages vocaux automatisés fournissant des informations et des conseils en matière de pratiques agricoles, personnalisées selon le profil de l'agriculteur ;
- Un service d'assistance téléphonique, pour aider les agriculteurs qui sont confrontés à un problème ou un défi spécifique.



Ce type de solutions répond particulièrement bien aux problèmes auxquels sont typiquement confrontés les petits producteurs en Afrique et en Asie, comme le manque d'accès aux informations de qualité et le manque de connaissances.

Philippe Villers, Président, GrainPro Inc - États-Unis

La dernière présentation de l'atelier IV portait sur « L'amélioration de la sécurité alimentaire par la réduction des pertes après récolte », et fut donnée par Philippe de Villers, président de GrainPro Inc.

De Villers a d'abord expliqué l'objectif premier de GrainPro, c'est-à-dire le développement des technologies modernes, simples et abordables permettant d'améliorer la sécurité alimentaire. « Les pertes après récolte peuvent représenter jusqu'à 20% des récoltes de maïs, par exemple, y compris des pertes liées à l'utilisation excessive de pesticides (notamment des aflatoxines). De Villers a fait valoir que l'amélioration des techniques de stockage hermétique permet de réduire le recours aux pesticides et d'empêcher la croissance de moisissures produisant des aflatoxines. Les coopératives et associations de petits agriculteurs, ainsi que les partenariats publics privés, peuvent jouer un rôle important en matière de transfert de compétences, en particulier aux femmes et aux jeunes, pour aider à réduire les pertes après récolte. La construction d'infrastructures physiques, comme les entrepôts et installations de stockage à grande échelle, est un autre facteur de réduction des pertes après récolte.

→ ATELIER V: CREER DES MODELES INCLUSIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGROBUSINESS

Stephen Wormald, Directeur Général, The Better Trading Company - Afrique du Sud

The Better Trading Company (TBTC) est une entreprise dynamique cherchant à donner une dimension éthique au commerce. L'entreprise agit comme relais entre les principaux acteurs de la grande distribution et des entrepreneurs exceptionnels dans secteur agricole et le secteur horticole en Afrique australe et orientale. « Notre entreprise est née d'une vision partagée avec la Fondation Shell visant à combler le fossé entre les grandes chaînes de distribution et les producteurs des pays en voie de développement », dit Wormald.

A titre d'exemple, Wormald fournit aux délégués un aperçu d'un modèle réussi de production de piments Tabasco par des petits producteurs au Zimbabwe : Un modèle d'agriculture commerciale durable pour les petits exploitants pouvant servir de référence ailleurs sur le continent. Le projet, auquel participent actuellement 230 agriculteurs (essentiellement des femmes), a reçu le prix Technoserve de l'innovation dans le secteur de l'agrobusiness en août 2011. L'objectif pour 2012 est d'atteindre 700 agriculteurs et une production de 650 tonnes.

« Le succès du projet repose sur quelques points clé, parmi lesquels la fourniture de plantes enracinées qui permettent un meilleur établissement des cultures, des services de formation et de conseil agronomique, des prix et des modalités de paiement fixés à l'avance, ainsi que l'établissement d'un fonds de subventions renouvelable permettant d'assurer le financement du projet sur la durée », souligna Wormald.

Sarah Holmes, Directrice Commerciale, TechnoServe - Afrique du Sud

Sarah Holmes, directrice commerciale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe pour TechnoServe, a donné une présentation sur « les facteurs clés de réussite et les meilleures pratiques dans les programmes de production en sous-traitance ». Elle a commencé par identifier plusieurs facteurs aidant les petits producteurs à avoir un meilleur accès aux marchés via des programmes de production : une tendance à la hausse des prix, des changements dans les préférences des consommateurs, et de meilleures infrastructures. Elle a conclu son exposé avec un aperçu des cinq modèles de production en sous-traitance, en déclinant les avantages et inconvénients ainsi que les difficultés et réussites de ces modèles, aussi bien du point de vue des producteurs que de celui des acheteurs.

Key success factors

Org structure	Economic sustainability	Effective skill transfer
• Commitment and investment by lead firm • Alignment of stakeholder interests • Selective farmer participation	• Favorable lead firm economics • Favorable farmer economics • Land situation that allows for best farmers to scale • Incentives for increased quality, yield, scale present • Clear exit strategy for NGOs when appropriate	• Effective technical assistance • Commitment from the community • Business/management training as well as technical support

Jonathan Wood, PDG, Corredor Agro Limitada - Mozambique

Corredor Agro Limitada (CAL) a été créé en 2009 pour commercialiser les récoltes de petits agriculteurs en Afrique du Sud-Est, et dans un premier temps dans le corridor de Nacala, au Mozambique. Le corridor de Nacala recèle des terres riches mais qui sont actuellement sous-exploitées: la plupart des agriculteurs de la région ne disposent pas des ressources nécessaires pour dépasser le stade vivrier.

L'objectif du CAL est d'optimiser la chaîne d'approvisionnement agricole en donnant aux petits agriculteurs un meilleur accès aux marchés, au crédit, à la logistique et à l'approvisionnement des ressources.

La CAL assiste les petits producteurs au niveau de la mécanisation et de l'accès aux ressources, du labourage des champs, d'accès aux semences hybrides ainsi qu'aux engrais. Elle peut fournir des crédits et fournit également une aide dans la conception des plans et des budgets saisonniers avec les agriculteurs, sur base d'un contrat et d'un budget convenu à l'avance avec les bénéficiaires.



JOUR IV: MERCREDI 19 OCTOBRE 2011

HAUT NIVEAU DIALOGUE PUBLIC-PRIVE (DPP) POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Le dernier jour des travaux de la conférence fut animé par Peter Ndoro, présentateur du Morning Live Show à la South African Broadcasting Corporation (Radio-télévision sud-africaine). Cette journée fut entièrement consacrée à un dialogue public-privé de haut niveau en faveur d'une croissance inclusive dans le secteur agroalimentaire.

→ Déclarations d'ouverture et objectifs PPD

Agostinho Zacarias, Coordonnateur Résident, Nations Unies et Représentant du PNUD - Afrique du Sud

Le premier orateur fut le Dr. Agostinho Zacharias, Coordonnateur résident des Nations Unies et Représentant du PNUD en Afrique du Sud.

Le dialogue d'aujourd'hui s'articule autour de trois thèmes principaux :

- le développement de priorités partagées pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique, en particulier la question de la nutrition, et les efforts visant à atténuer les effets du changement climatique ;
- L'étude des avantages possibles dans l'augmentation du commerce et des investissements dans le secteur agroalimentaire en Afrique, et en particulier les échanges et les investissements régionaux ;
- La promotion d'une croissance plus inclusive et un développement plus rapide grâce à la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat.

« Les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter », rappela le Dr. Zacharias. « Il est urgent de poursuivre un dialogue entre le secteur agroalimentaire, les gouvernements et les ONG, et il est particulièrement utile en cette matière de faciliter une discussion structurée entre les secteurs public et privé ».

« Nous devons reconnaître que le secteur privé apporte déjà une contribution énorme. En tant qu'organisation de développement des compétences, le PNUD cherche à enrichir les partenariats déjà en place dans le domaine, notamment avec notre principal partenaire dans ce domaine, EMRC », poursuivit Zacharias.

« Nous souhaitons également nous demander comment les petits producteurs peuvent être intégrés dans la chaîne de valeur de gros producteurs à travers le développement des marchés inclusifs. En renforçant le rôle des petits producteurs, nous contribuerons également à favoriser une plus grande stabilité économique et politique. Le dialogue d'aujourd'hui marque le point de départ d'un effort collaboratif pour résoudre les défis du secteur agricole en Afrique. Il s'agit de trouver ensemble les solutions possibles aux défis auxquels nous sommes confrontés ».

La clé de la survie de CAL est d'assurer la rentabilité des petits agriculteurs sur une base durable. La rentabilité dépend d'une connaissance du marché ainsi que d'une bonne gestion des coûts et des risques. « La traçabilité des produits devient également un facteur de plus en plus important pour décrocher des marchés. De nombreux facteurs entrent en jeu pour mener à bien la culture des plantes. Il faut être conscient des obstacles et s'attaquer à chacun d'entre eux avec méthodologie. Le manque de crédit est probablement l'un des principaux facteurs limitant l'utilisation de ressources durables et de meilleurs rendements », ajouta Wood.

« Le Forum de cette année a été une excellente occasion pour tisser des liens avec les entrepreneurs et les investisseurs du secteur agricole sur le continent, avec près de **1100 rencontres B2B** et plusieurs contrats d'ores et déjà signés », se réjouit enfin Wood.

→ Soirée de gala et remise du Prix Incubateur de Projet EMRC-Rabobank

La troisième journée du forum fut clôturée par la désormais incontournable soirée de Gala, un événement prestigieux au cours duquel a également eu lieu la cérémonie de remise du prix EMRC-Rabobank.

Le prix a été remis par le comité à Everlyne Cherobon, la représentante du projet Emeden Kenya.

Cherobon a exprimé sa profonde gratitude envers EMRC et Rabobank pour le prix d'une valeur de 15.000 dollars américains. Elle sut, en quelques mots, résumer la principale motivation de la plupart des participants au Forum : « Mon rêve est de voir se réaliser pleinement le potentiel extraordinaire du secteur agricole africain, et que ce continent nourrisse la terre entière – Il me tarde de retourner au Kenya et de faire bon usage de ce prix au bénéfice de notre projet ».



→ Créer un espace pour les partenariats du secteur privé au sein des politiques publiques de développement de l'agriculture

Dr. Betty Achan Ogaro, Ministre de l'Agriculture et des Forêts - Sud-Soudan

Betty Achan Ogaro, Ministre de l'agriculture et de la sylviculture du Sud-Soudan, a suivi Zacharias sur le podium. La République du Sud-Soudan a beaucoup attiré les regards depuis la proclamation de son indépendance le 9 juillet de cette année. La Ministre a fait un tour de table très complet du profil agricole du Sud-Soudan, de sa situation actuelle et des opportunités d'investissement dans le secteur. « Nous invitons les investisseurs internationaux à investir dans le potentiel agricole de notre pays », a-t-elle déclaré. « Il existe des opportunités concrètes et immédiates, par exemple dans le domaine de la production de bœuf, avec plus de 2,5 millions de têtes de bétail. En outre, il existe un potentiel énorme pour produire des cultures issues de l'agriculture biologique, vu la quasi absence d'engrais industriels dans l'agriculture sud-soudanaise. Nous nous attendons à recevoir rapidement des investissements dans le secteur agroalimentaire, et nous appelons également les banques à emboîter le pas », conclut-elle.

Dr. Doyle Baker, Agent technique principal, FAO - Italie

Dr. Doyle Baker, de la FAO, prit la parole après l'intervention de la Ministre du Sud-Soudan. Le secteur privé peut contribuer, et a déjà contribué, à 5 niveaux, expliqua Baker :

1. **Produits, processus et innovation technologique**: les exemples comprennent l'emballage et l'étiquetage en Malaisie, le développement de produits en Corée, et la fourniture d'équipements et de machines en Afrique ;
2. **La création de cadres législatifs favorables aux échanges commerciaux**, condition sine qua non pour assurer le développement économique et protéger le bien-être ;
3. **Le renforcement des capacités**, par lequel le secteur privé fournit un appui aux petits exploitants agricoles. Par exemple, Heineken, General Mills, et Global, qui font appel à la sous-traitance pour renforcer les capacités d'approvisionnement des agriculteurs ;
4. **Investissement dans l'infrastructure**: pour augmenter l'échelle et la portée de l'investissement, au moyen d'infrastructures agricoles visant les marchés, et d'initiatives comme les « agri-food parks » similaires à ceux qui ont été mis en place en Inde et au Brésil ;
5. **Financement des entreprises** à travers des organisations telles que l'AECF ou Norfund (voir leurs exposés dans ce rapport), qui permet de gérer les risques que le secteur financier commercial ne peut ou ne souhaite pas couvrir.

« Il existe une série de plateformes de dialogue public-privé, mais il faut également passer de la parole à l'action », souligna Baker. « Le secteur public et le secteur privé doivent se mettre d'accord sur ce que sont les priorités. Il nous faut accorder beaucoup plus d'attention à la question de la gestion de systèmes durables en matière de production alimentaire. Les grandes déclarations doivent être suivies d'action sur le terrain. La demande ne pourra être comblée uniquement en augmentant la production. Nous devons également nous pencher sur la question des déchets alimentaires dans les pays industrialisés, et des nouvelles technologies

doivent être développées en matière de logistique, d'emballage, de la gestion des chaînes de froid, de préservation des aliments et ainsi de suite. De grands changements seront nécessaires au niveau des pratiques actuelles, que ce soit dans les sociétés industrialisées ou dans les pays en voie de développement: la production de denrées alimentaires, les pratiques des chaînes de grande distribution et des entreprises de transformation, etc. », ajouta Baker.

→ PARTIE I: VERS UN PROGRAMME COMMUN POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

Zerubabel Mijumbi Nyiira, Ministre de l'Agriculture - Ouganda

« Il n'y a pas si longtemps, l'Afrique était associée à des catastrophes, qu'elles soient économiques ou naturelles. Aujourd'hui toutefois, l'on accorde nettement plus d'attention aux opportunités économiques qui émergent à travers le continent. L'absence de sécurité alimentaire et les bas revenus des ménages pauvres sont les plus grands ennemis du progrès social et économique », a déclaré le Ministre.

« La priorité est de d'assurer la sécurité alimentaire de tous, une condition essentielle du progrès social. Nous devrions être capables d'utiliser les opportunités de partenariat que nous avons maintenant ».

« L'Ouganda offre de nombreuses opportunités en matière de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles », conclut le Ministre.

Kelly Boucher, Directrice régionale pour l'Afrique sub-saharienne Tetrapak - Kenya

« Tetrapak est l'une des plus grandes entreprises d'emballage et de traitement du lait. En 2000, nous avons créé une unité appelée « Nourriture pour le développement », pour tenter de remédier à ce qui était perçu, du point de vue de l'entreprise, comme une fragmentation du travail de développement effectué par les ONG dans l'industrie laitière », commença Boucher. « Nous avons compris la nécessité pour le secteur privé de nouer et de développer des partenariats avec le gouvernement et la société civile, au travers desquels nous pourrions renforcer le secteur et assurer de meilleurs revenus pour les producteurs à petite échelle ». A ce stade, l'entreprise a des programmes spécifiques d'approvisionnement des produits laitiers au Soudan, au Sénégal, et en Zambie, qui intègrent les petits producteurs dans les chaînes d'approvisionnement.

Sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, Tetrapak tente d'apporter des produits à haute teneur nutritionnelle, produits localement, en particulier pour les enfants. L'entreprise investit également dans la transformation et la création de débouchés pour les petits exploitants agricoles.

Louise McDonald, Manager de Programme National, Fonds international de développement agricole (FIDA) - Afrique du Sud

Le FIDA travaille avec Pick n Pay, un des géants sud-africains de la grande distribution, afin de nouer des partenariats dans 6 pays africains pour s'approvisionner auprès de producteurs locaux. « L'idée d'intégrer les petits producteurs dans la chaîne d'approvisionnement de



grandes entreprises a considérablement évolué ces dernières années », dit McDonald. Un des aspects clé est que les petits exploitants peuvent maintenant fournir des produits à la demande. Ils sont capables de produire des melons sur une saison, et autre chose au cours du cycle suivant, en fonction de la demande des consommateurs ». Cependant, il y a quelques conditions préalables pour que ce type de modèle fonctionne dans la pratique, ajouta-t-elle. « Par exemple, les petits exploitants doivent aussi avoir des connaissances de base en matière de gestion d'entreprise pour réellement bénéficier de ce type de programme ». Le secteur des affaires, quant à lui, doit adopter des pratiques responsables, des décisions et des procédures claires et transparentes.

Amanay Asfour, Présidente, Alliance africaine pour l'autonomisation des femmes (AFRAWE) - Egypte

La dernière intervenante de la session était le Dr. Amanay Asfour, de l'Alliance africaine pour l'autonomisation des femmes. « L'Afrique est un des continents les mieux lotis en matière de richesses, et pourtant la pauvreté est omniprésente. Nous devons investir dans la technologie et les ressources humaines, y compris les femmes, car l'autonomisation des femmes est un facteur clé dans la lutte contre la pauvreté », affirma-t-elle.

L'autonomisation des femmes se compose de trois grands piliers, selon Asfour :

1. **Le développement personnel**, à savoir l'autonomisation des femmes grâce aux formations et à une amélioration de l'accès à divers outils ;
2. **Les politiques** mises en place pour l'autonomisation des femmes sur le terrain ;
3. **La production et la transformation des produits**: pourquoi se contenter de faire pousser des tomates plutôt que de les transformer en ketchup ou purée de tomates ? Nous devons développer notre capacité à transformer la production brute en produits à forte valeur ajoutée.

Asfour a également mis en garde les participants à ne pas exagérer l'importance des approches dites « commerciales », ni sur la question de la propriété foncière. « Le développement de pratiques commerciales n'est pas une réponse miracle à tous nos défis, et certainement pas avec des agriculteurs qui sont à 80% analphabètes », dit elle. « Nous devrions faire une distinction entre la propriété de la terre et l'accès à la terre ». Le leadership est un autre aspect de grande importance: « Si vous voulez augmenter la productivité, vous avez besoin d'exemples à suivre ». L'interaction la plus productive entre le secteur public et le secteur privé, se matérialise quand les politiques ont été suivies par des actions. « Le secteur public fournit une direction en matière de politique, mais la mise en place de ces politiques se fait par le secteur privé. Par conséquent, nous devrions nous assurer que les politiques publiques soient en harmonie avec les besoins du secteur privé ».



→ PARTIE II: AUGMENTER LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE

Comment pouvons-nous accroître le commerce et l'investissement dans le secteur agro alimentaire en Afrique ?

Ian Visser, Directeur Général, Groupe Premier Foods - Afrique du Sud

« Le groupe Premier Foods d'apprête à faire des investissements importants sur le continent africain, et nous serions prêts à l'avenir à investir davantage si les conditions sont favorables », souligna d'emblée Visser.

« Nos deux plus grands défis, à l'heure actuelle, sont la disponibilité des matières premières et la compétitivité des prix ».

L'un des grands paradoxes de notre temps est que malgré une population mondiale en croissance rapide (et le fait que cette croissance soulève des préoccupations légitimes concernant la sécurité alimentaire), la nourriture n'a jamais été aussi abondante qu'aujourd'hui. Le problème n'est pas tant que nous ne produisons pas assez, c'est que la nourriture n'est pas toujours disponible en quantités suffisante aux endroits nécessaires », dit Visser. Il s'agit donc fondamentalement d'un problème de distribution et d'un problème de prix. La question de savoir comment se nourrir préoccupe l'homme depuis la nuit des temps », fit remarquer Visser. « Mais nous ne pouvons plus nous permettre de laisser en friche les terres arables africaines », ajouta-t-il.

Il existe à notre avis deux causes principales de la faible productivité agricole en Afrique :

- **Le manque d'échelle**: nous devrions nous demander combien de petits agriculteurs peuvent réellement devenir de grands producteurs, et comment nous pouvons les aider. Il y a certainement un côté romantique à la production à petite échelle, mais cela ne nourrit pas son homme.
- **La résistance aux progrès scientifiques**, par exemple les OGM: « nous n'allons pas pouvoir ignorer cette problématique bien plus longtemps, il nous faudra de toute urgence trouver des solutions à cette résistance si nous voulons faire de réels progrès en termes de production agricole », soutint Visser.

Thierry Revert, Conseiller Principal, Initiative nationale des produits issus de l'agriculture biologique, ONUDI - Afrique du Sud

Thierry Revert, Conseiller Principal à l'initiative nationale des produits issus de l'agriculture biologique, (ONUDI Afrique du Sud), est revenu sur certains des points de vue exposés auparavant, notamment la question de la productivité. « Il est vrai que la production à petite échelle n'est pas nécessairement efficace, mais elle répond à des impératifs pratiques. Si vous dimensionnez votre production autour des gens, vous obtiendrez également de la qualité, et les communautés locales en bénéficieront ».



« La qualité est une question transversale. A l'ONUDI, nous développons des cours sur la gestion communale, et nous avons créé la marque «Business Unusual» ici en Afrique du Sud pour encourager le changement dans la transformation ».

« Cependant, nous devons tenter de garantir la durabilité de cette transformation ». Deux vecteurs majeurs façonnent l'avenir : la menace du changement climatique, et une évolution claire vers la notion de « nutrition » plutôt que simplement de « produits alimentaires ». Nous continuons ainsi aussi à parler de d'aliments et de nourriture, mais nous devrions plutôt parler de 'nutrition' ».

Nous devons nous attaquer aux causes du changement climatique plutôt que seulement à ses symptômes. Pour paraphraser Darwin, « ce ne sont pas les plus forts, ni les plus intelligents, mais ceux qui s'adaptent le mieux qui vivront et qui évolueront », conclut-il.

Chris Isaac, Directeur Business Development, AgDevCo Infraco - Mozambique

Isaac a souligné l'importance critique de l'apport de ressources financières mixtes (public-privé), et plus spécifiquement de la notion de capital « patient ». En effet, de nombreux investissements dans le secteur agricole en Afrique ne produisent un retour sur investissement qu'après 15 ou parfois 20 ans. Le financement de départ, ou financement catalytique, est également d'une importance capitale. Par ailleurs, il existe un intérêt bien plus important venant du secteur privé - mais le risque est que le financement ne parvienne jamais sur le terrain. Un deuxième avantage est que ce type de capital est assorti de conditions, y compris la condition de nouer des liens à long terme avec les petits agriculteurs ».

Chungu Mwila, PDG par intérim, Alliance pour le commerce des marchandises en Afrique australe et orientale, COMESA - Zambie

« Il y a près de 40 ans, l'Asie a réussi à vaincre la faim grâce à la révolution verte - pourquoi n'avons nous pas encore réussi à faire de même en Afrique? », demanda Mwila.

« Notre mandat est de travailler avec les petits producteurs afin d'augmenter leurs rendements pour les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Collectivement, les pays africains peuvent faire bien davantage pour accroître le commerce et les investissements, malgré les nombreux défis auxquels nous faisons face ».

« Les flux d'investissements se dirigent actuellement vers l'exploitation minière et les ressources, vers les infrastructures et les télécommunications, mais relativement peu vers le secteur agricole. Nous avons besoin d'augmenter les flux d'investissement publics, ainsi que ceux venant du secteur privé, et accorder une attention particulière aux marchés régionaux, à savoir la COMESA, la SADC, la CEDEAO et la Communauté d'Afrique de l'Est, par exemple ».

→ PARTIE III: FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Komla Bissi, Conseiller senior, Division chaînes de valeur agrobusiness, NEPAD - Afrique du Sud

« Comment le concept de « croissance inclusive » sera-t-il traduit dans la pratique? » demanda Bissi. Le Nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) vise à encourager l'appropriation locale et la responsabilité locale pour le développement de l'agrobusiness, conformément au plan cadre du PDDAA (Programme détaillé pour le développement agricole en Afrique). L'agriculture est une pièce maîtresse de la stratégie du NEPAD, compte tenu de son importance dans l'économie du continent et de son potentiel. Comment faire en sorte que les approches soient vraiment inclusives ? Au cours des prochaines années, le NEPAD cherchera à élaborer des politiques visant à la fois les secteurs privé et public, à enraciner le dialogue et à renforcer les capacités institutionnelles. Le développement ne viendra pas de l'extérieur, ajouta Bissi, et le NEPAD est décidé à faire en sorte que toutes les opportunités présentes dans le secteur agroalimentaire de l'Afrique soient réalisées. « Nous devons créer une vision partagée entre les secteurs publics et privé », conclut-il, « et il revient au secteur public de fournir les outils permettant au secteur privé de tenir ses engagements ».

Geoffrey Manley, Directeur des Investissements, Banque africaine de développement (BAD) - Tunisie

Les mots-clés dans la discussion de ce matin sont « inclusion » et « croissance », constata Manley. Quels modèles d'affaires voulons-nous développer pour atteindre une croissance durable ? Il s'est félicité des discussions animées des sessions précédentes, y compris le débat entre les défenseurs des modèles de production à petite échelle et ceux qui préconisent au contraire des modèles de production à grande échelle. « La réponse est probablement quelque part entre les deux », affirma Manley, « et dépend surtout des conditions locales et des environnements particuliers ». La BAD travaille beaucoup sur l'intégration des producteurs locaux par des modèles de sous-traitance. En termes d'investissements, nous devons lever davantage de financements venant du secteur privé. Malgré l'engagement des gouvernements africains de consacrer jusqu'à 10% de leurs budgets à l'agriculture, les engagements sont difficiles à remplir compte tenu des nombreuses priorités. Il nous faut nous appuyer sur des sources de financement complémentaires, notamment le financement concessionnel, par lequel chaque dollar d'argent public est complété par un ou plusieurs dollars venant du secteur privé.

Ismaël Sunga, PDG, Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe - Afrique du Sud

Deux facteurs principaux contribuent à une croissance inclusive, selon Sunga : l'infrastructure et la gouvernance. Il est essentiel de faire en sorte que les besoins en infrastructures soient déterminés stratégiquement. Cela comprend notamment un bien meilleur accès à l'information : les conditions climatiques, ce qu'il faut produire, etc., en particulier pour les agriculteurs des régions rurales isolées. Cela implique également un meilleur accès à l'eau.



Le deuxième secteur clé est la gouvernance: l'élaboration des politiques, de la conceptualisation jusqu'à la mise en œuvre et du suivi. Tous les acteurs doivent être présents et consultés en amont du processus, afin d'assurer son caractère inclusif. Les chaînes de valeur doivent également être ouvertes, équitables et transparentes, afin d'encourager les agriculteurs à produire plus et mieux.

Les obstacles techniques à la croissance doivent également être abordés : Il s'agit là d'un autre domaine dans lequel les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle important, conclut Sunga.

Brenda Barton, Directrice régionale adjointe pour l'Afrique australe, Programme alimentaire mondial (PAM) - Afrique du Sud

Un changement important a eu lieu dans l'approche du Programme alimentaire mondial au cours de ces dernières années, affirma Barton. Nous continuons bien évidemment de fournir des secours d'urgence aux régions frappées par la famine, mais nous avons également augmenté nos achats de produits locaux, injectant ainsi plusieurs milliards de dollars dans les économies locales.

On ne parle encore que trop rarement de lien entre agriculture et nutrition, mais nous devons faire des pas bien plus importants dans ce sens. Les partenariats public-privé jouent un rôle important à cet égard, et un exemple récent de ce type de partenariats est un projet de production de pois chiches en Ethiopie que le Programme alimentaire mondial a mis au point avec PepsiCo, USAID et le gouvernement éthiopien. Ce projet vise à doubler la production de pois chiches de l'Ethiopie.

→ VERS DES VALEURS PARTAGÉES – LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES D'AGROBUSINESS

Sullivan O'Carroll, PDG en Afrique australe, Nestlé - Afrique du Sud

Il revint à Sullivan O'Carroll, PDG de Nestlé en Afrique australe, de donner la dernière présentation du Forum. « Nestlé est engagé auprès de communautés rurales depuis la création de l'entreprise au 19^{ème} siècle. Nous avons une des plus grandes empreintes mondiales dans le secteur agricole. Aujourd'hui, notre société travaille avec plus de 600.000 agriculteurs du monde entier. Au cours de la seule année 2010, nous avons donnée des formations en agronomie à 144.000 agriculteurs. Nestlé possède aujourd'hui 443 usines dans le monde, dont la moitié dans des pays en développement.

« Comment allons-nous relever le défi de nourrir l'équivalent d'un deux nouvelles Chine en 2050 ? » demanda O'Carroll. L'Afrique dispose aujourd'hui de plus de la moitié des terres arables non exploitées, mais la productivité de son agriculture ne se situe qu'à environ 20% de celle des autres parties du monde ». Il nous faut d'urgence nous pencher sur des questions telles que l'utilisation de l'eau, mais aussi par exemple nous demander comment les OGM

peuvent nous aider à produire plus de nourriture », affirma O'Carroll, faisant ainsi écho à des remarques similaires en ce sens par certains de ses prédécesseurs.

« Pour que les marchés fonctionnent, quelques ingrédients essentiels sont indispensables : l'expertise et les compétences, certes, mais aussi des systèmes réglementaires et commerciaux stables et cohérents. Notre longue expérience en Afrique nous a appris que ce sont des conditions sine qua non pour aller de l'avant ».

PRÉSENTATION DE LA DÉCLARATION DE JOHANNESBURG

Avant de clôturer le Forum, les ministres de l'agriculture, les représentants des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et les autres partenaires présents ont convenu d'un texte pour la « Déclaration de Johannesburg sur l'implication du secteur privé pour développer la sécurité alimentaire en Afrique agrobusiness et de l'Agenda de nutrition ». La déclaration appelle tous les acteurs ayant une influence dans le secteur à prendre des mesures concrètes pour exploiter le potentiel agricole de l'Afrique.

Afin d'atteindre cet objectif, la déclaration appelle spécifiquement le secteur public à :

- Intégrer le secteur privé dans les politiques agricole ;
- Agir au niveau mondial pour soutenir le développement économique des agriculteurs en milieu rural ;
- Promouvoir l'augmentation des investissements publics dans le domaine des infrastructures structurantes ;
- Améliorer l'accès aux sources de financement ;
- Développer des stratégies de croissance économique inclusive qui soutiennent l'intégration des petits agriculteurs dans les chaînes de valeur agricoles ;
- Supprimer les obstacles au commerce et développer les compétences.

La déclaration appelle le secteur privé à :

- S'engager dans les plateformes de dialogues public-privé ;
- Développer des modèles d'entreprise inclusifs ;
- Accélérer les efforts visant à mobiliser des capitaux privés pour soutenir le développement des chaînes de valeur ;
- Promouvoir le développement des capacités de transfert de technologies, y compris les services bancaires par téléphonie mobile et autres applications liées à la téléphonie cellulaire, et de capacités de transport améliorées.

La déclaration invite toutes les parties prenantes à conjointement:

- Soutenir le développement de l'industrie agroalimentaire en Afrique ;
- Regrouper les ressources financières et techniques ;
- Développer des solutions de nutrition locales, sur des bases commerciales, afin de soutenir les petits agriculteurs.



DÉCLARATION DE CLOTURE ET REMARQUES FINALES

Ernest Fausther, Responsable en charge, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Est et australe - Afrique du Sud

La session fut clôturée par Ernest Fausther du PNUD. Au nom du PNUD, il a félicité tous les participants pour une conférence instructive et fructueuse. « Ce Forum fut également le premier colloque qui se soit penché sur le thème de la croissance inclusive dans le secteur agroalimentaire, dans le cadre d'un dialogue public-privé », a-t-il dit. « Nous sommes particulièrement heureux que les participants aient approuvé la Déclaration de Johannesburg sur l'implication du secteur privé pour développer la sécurité alimentaire en Afrique agroalimentaire et l'agenda de nutrition ». Le PNUD, avec sa nouvelle unité « Fonds africain des marchés » (AFIM), est bien décidé à remplir son rôle et à convertir les engagements de la Déclaration en réalité sur le terrain, a-t-il conclu.

Idit Miller, Vice-présidente et directrice générale, EMRC International - Belgique

Il revint à Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC International, de clôturer officiellement la conférence et de remercier les participants et les intervenants. « Nous arrivons au terme de trois jours de travail intensif, et nous pouvons affirmer avec certitude que les discussions et les débats des trois derniers jours ont permis d'avancer un peu plus vers le développement du secteur agricole en Afrique, pour que les habitants de ce continent puissent en bénéficier aujourd'hui et dans le futur ».

Cette année marque la 8^e édition du Forum. L'événement attire chaque année un peu plus de délégués qui sont tous, de près ou de loin, activement impliqués dans le secteur agricole. Nous venons d'horizons très divers, mais nous partageons une même conviction : il est essentiel de jeter les bases d'une agriculture africaine solide et productive.

Grâce aux sujets abordés dans les sessions plénières, aux ateliers spécialisés et aux rencontres B2B, nous nous rapprochons chaque année un peu plus de nos objectifs. Les résultats de cette année ont même dépassé nos attentes. Il s'agit également du deuxième Forum agrobusiness qui se déroule en Afrique du Sud, un pays qui nous est très cher. Nous avons eu l'occasion au cours des trois derniers jours de partager notre vision commune, et je tiens à exprimer mes remerciements à tous ceux qui ont contribué à organiser cet événement, en particulier notre co-organisateur, le PNUD. Faisons en sorte que les discussions et les travaux de ce Forum soient suivis de résultats concrets sur le terrain.

DÉCLARATION DE JOHANNESBURG POUR IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ DANS LA PROMOTION DE L'AGRI-BUSINESS EN AFRIQUE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE PROGRAMME ALIMENTAIRE

NOUS, ministres africains de l'Agriculture, représentants et intervenants du secteur privé africain, de la société civile et partenaires au développement réunis pour le Dialogue public-privé de haut niveau pour une croissance globale dans le secteur agro-alimentaire au cours du Forum AgriBusiness 2011 à Johannesburg, Afrique du Sud, ce jour 19 Octobre 2011 ;

AFFIRMANT notre reconnaissance au Gouvernement et au peuple d'Afrique du Sud pour son soutien au Forum AgriBusiness 2011, qui nous a offert une occasion de nous réengager pour le développement en Afrique dans les secteurs de l'agriculture, de la nutrition et du programme de sécurité alimentaire, dans l'accomplissement d'une croissance globale, une sécurité alimentaire continentale et la création d'emploi durables.

RECONNAISSANT la priorité qui a été mise sur l'agriculture comme catalyseur de développement sur le continent africain pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dans la Déclaration de fondation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), et au sein de Nouvelles plateformes agricoles panafricaines, tels que le Pan-African Agribusiness and Agroindustry Consortium (PanAAC) et la Fondation d'affaires du NEPAD, à travers la promotion de la collaboration entre le public et privé dans le secteur agroalimentaire en Afrique ;

RAPPELANT les engagements pris par les Chefs d'Etat africains :

1. Dans la Déclaration de Maputo de 2003 appelant à utiliser 10% des dépenses publiques pour le développement rural et agricole ;
2. Dans la Déclaration de Syrte de 2004 sur « Les défis du développement intégré et durable de l'agriculture et de l'eau en Afrique » pour promouvoir et développer le secteur clé de l'agriculture ;
3. Lors du Sommet Juin 2006 à Abuja pour Accélérer la diffusion des engrais aux agriculteurs de l'Afrique et de développer une révolution verte en Afrique ;
4. Lors du Sommet Décembre 2006 d'Abuja sur la sécurité alimentaire pour favoriser le commerce intra africain par la promotion et la protection des produits stratégiques aux niveaux sous-régional et continental ;
5. Lors du Sommet 2007 de l'Union africaine sur le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique qui identifie l'agriculture comme un secteur clé pour promouvoir la production à valeur ajoutée sur le continent ;
6. Lors du Sommet de Syrte 2009 sur l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire afin de faciliter la création de plateformes pour l'investissement agricole et le développement des entreprises dans les Etats membres et d'organiser des foires agroalimentaires afin de promouvoir le partenariat public-privé, et



7. Lors du Sommet de 2011 à Addis-Ababa, qui a approuvé les recommandations de la Conférence d'Abuja 2010 de haut niveau pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (HLCD-3A) et l'initiative de l'Agribusiness Africaine et des agro-industries Development Initiative (ID3A) pour mobiliser des fonds accrus dans le secteur privé pour le développement de l'agro-business et pour promouvoir le développement des filières en Afrique ;

CONSCIENTS de la détermination des membres des pays du G8 lors du sommet de 2009 à L'Aquila, Italie, d'employer les 20 milliards de dollars de L'Aquila Food Security Initiative pour prendre des mesures décisives afin de libérer l'Humanité de la faim et de la pauvreté, en améliorant la sécurité alimentaire, la nutrition, et l'agriculture durable;

CONSCIENTS que plus d'engagement avec et le soutien du secteur privé, en particulier avec la communauté des entreprises de l'agro-industrie et de l'agriculture, est nécessaire pour réussir à mettre en œuvre les engagements et initiatives du secteur public mentionnés plus haut;

CONSCIENTS de la crise alimentaire en cours qui a été caractérisée par une hausse continue des prix alimentaires, combinée à des pénuries alimentaires intermittentes, et les effets des changements climatiques qui réduisent la sécurité alimentaire et les résultats de l'augmentation de la malnutrition - comme cela a été le cas dans certaines zones sèches de l'Afrique, et la famine dans la Corne de l'Afrique;

NOTANT les efforts croissants des entreprises agroalimentaires privées en Afrique pour travailler avec les petits exploitants et étendre leurs liens en amont et en aval au sein des chaînes de valeur nationales, régionales et internationales;

RECONNAISSANT l'urbanisation croissante de l'Afrique, une croissance économique rapide, le fait que le continent compte plus de quarante pour cent des terres arables disponibles dans le monde, l'augmentation globale des problèmes de sécurité alimentaire, l'augmentation de la demande alimentaire mondiale, et notant que ces facteurs ont stimulé un intérêt accru des investissements privés dans le secteur de l'agriculture en Afrique;

CONSCIENTS qu'une occasion unique se présente dans l'histoire d'harmoniser le programme de développement agricole de l'Union africaine et ses États membres, avec l'expansion des affaires et des opportunités de marché de plus en plus poursuivies par le secteur privé en Afrique, y compris la collaboration ciblée public-privé pour aider à améliorer la nutrition parmi les plus vulnérables et à réduire les carences structurelles des systèmes alimentaires de l'Afrique;

SACHANT que les femmes et les jeunes en Afrique ont un rôle déterminant à jouer dans la chaîne de valeur agricole et doivent devenir des acteurs clés au sein de l'agriculture durable et / ou programmes de développement de l'agro-industrie;

CONSCIENTS du fait que le régime foncier, l'administration et l'affectation restent des questions politiques sensibles dans la plupart des régions d'Afrique et exigera une attention prolongée par le secteur collectif public et privé pour débloquer l'agriculture pleine du continent et le potentiel de développement du secteur agroalimentaire;

RÉAFFIRMANT que le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans le renforcement des systèmes alimentaires de manière à renforcer la résilience des populations vulnérables, réduisant ainsi l'impact des catastrophes naturelles et artificielles;

SOUTENIR le développement des plates-formes publics-privées de types nationaux et régionaux qui alignent des ressources disponibles, des initiatives, des politiques et programmes des secteur privé et public envers l'accélération du développement dans le secteur de l'agriculture / agro-industrie;

PAR LES PRÉSENTES exhortons le secteur public à:

1. Intégrer les parties prenantes du secteur privé dans les politiques agricoles, la conception, le développement et le programme - en particulier pour débloquer des investissements du secteur privé en ce qui concerne la mise en œuvre des plans d'investissement du PDDAA et vers le développement des chaînes de valeur pour les produits alimentaires stratégiques;
2. Elargir les efforts de développement des politiques qui soutiennent la transformation et la création de valeur ajoutée dans le secteur agricole et agroalimentaire;
3. Assurer que des efforts globaux sont mis en place pour soutenir le développement économique des populations rurales, en plus de leur fournir des interventions de soutien en matière de techniques agricoles / agro-alimentaires;
4. Promouvoir l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures soutenant l'agriculture (par exemple les routes, l'électricité, le stockage, l'irrigation et de distribution) afin de réduire les coûts et accroître la compétitivité des filières agricoles
5. Redoubler les efforts pour créer un environnement favorable aux investissements et à faciliter le commerce et les affaires sur le continent;
6. Mettre en œuvre des politiques qui aident à améliorer l'accès au financement dans le secteur agricole / agro-alimentaire, en particulier pour les petits exploitants et les petites et moyennes entreprises (PME);
7. Développer et promouvoir les stratégies de croissance économique inclusives qui favorisent l'intégration des petits agriculteurs dans des chaînes de valeur agro-industrielles locales, régionales et internationales;
8. Encourager et guider les partenaires du développement bilatéraux et multilatéraux pour soutenir les efforts nationaux et régionaux liés à s'engager et à développer le secteur privé dans le secteur agricole et agroalimentaire, en particulier autour des chaînes de valeur agro-alimentaire nationales et régionales;
9. Redoubler les efforts pour éliminer tous les obstacles au commerce intra-africain;



10. Établir et s'engager dans des dialogues d'ordre public-privé et des plates-formes orientées vers l'action, à l'échelle pan-africaine régionale et nationale pour d'autres partenariats et collaborations d'ordre public-privé;
11. Renforcer les capacités de développement des compétences, des technologies et des mentalités qui permettent d'améliorer et renforcer l'entrepreneuriat et la productivité dans la production alimentaire, le traitement et les activités connexes de l'agroalimentaire;

EXHORTONS le secteur privé à:

1. S'engager dans des dialogues et des plateformes d'ordre privé et public, à l'échelle pan-africaine, régionale et nationale pour explorer et poursuivre des partenariats et une collaboration public-privé;
2. Développer des modèles inclusifs d'entreprise afin de créer de nouveaux emplois et opportunités pour générer des revenus au sein du secteur agroalimentaire / agriculture;
3. Revoir les programmes agroalimentaire et le programme agricole de développement régional de l'ASC (e.g. CAADP Pillar II, ACTESA, 3ADI, AIDA) pour explorer les zones de potentiels d'alignement, de collaboration et d'investissement avec ces initiatives à valeur nationale et régionale de développement de la chaîne;
4. S'engager avec le secteur public africain à travers un dialogue pour voir comment les décideurs, les régulateurs et les administrateurs peuvent mieux soutenir les efforts du secteur privé à établir des corridors de l'agro-industrie, des installations d'incubation, l'agrégation et centres commerciaux, pôles de croissance régionale, les installations de traitement et de zones, et des programmes d'exportation;
5. Accélérer les efforts pour mobiliser des capitaux privés en faveur du développement de la chaîne de valeur, avec une assistance technique importante pour améliorer les capacités des petits exploitants et les PME à produire des produits de qualité en temps opportun; et
6. Promouvoir le développement des capacités, le transfert de technologie et d'innovation, y compris l'agrandissement des installations de partage des risques financiers, les solutions de paiement par mobile, les applications de communications cellulaires, et l'amélioration du stockage et de capacité de transport.

EXHORTONS le secteur privé et public à:

1. Soutenir le développement de l'industrie alimentaire en Afrique par le biais d'un développement inclusif du marché et de la chaîne de valeur;
2. Regrouper les ressources financières et techniques pour établir des mécanismes de financement plus favorables au développement agro-alimentaire, en particulier parmi les PME et les petits exploitants;
3. Accélérer les efforts pour collaborer à l'augmentation de la production alimentaire pour satisfaire la demande croissante du continent;
4. Développer des solutions locales basées sur la nutrition des aliments qui soutiennent les petits agriculteurs et exploiter les ressources disponibles pour avoir un impact durable en réduisant la faim et la pauvreté; et

5. Soutenir des activités de suivi des principaux acteurs du développement agro-alimentaire, tels que le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), la facilité africaine pour des marchés inclusifs (AFIM) - comme une plateforme régionale pour soutenir le développement des marchés inclusifs en Afrique, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et d'autres partenaires du développement;

DEMANDONS aux partenaires africain du développement à:

1. Accroître les ressources déployées et les programmes lancés pour soutenir le développement inclusif du secteur privé en Afrique dans l'agriculture, l'agro-alimentaire et des secteurs agroalimentaire et les chaînes de valeur pertinentes;
2. Accroître le soutien aux mécanismes de financement catalytique et des installations de subvention de contrepartie afin de promouvoir le développement de modèles inclusifs et marchés inclusivement;
3. Avancer l'efficacité du développement en travaillant en collaboration et de manière harmonisée et coordonnée avec les bénéficiaires africains des ressources de développement.

Cette Déclaration a été adoptée par le Dialogue de haut niveau public privé sur la participation du secteur privé pour développer l'agrobusiness en Afrique et programme de sécurité alimentaire, le 19 Octobre 2011.

AGRIBUSINESS FORUM 2011:

Inclure le secteur privé pour la croissance de l'agro-alimentaire en Afrique

TÉMOIGNAGES

« Ce fut une bonne conférence. Nous allons également être présents demain à un atelier agro-alimentaire qui fait suite au Forum EMRC. Nous sommes venus pour sensibiliser les investisseurs aux opportunités présentes dans le secteur de l'agrobusiness : L'AECF notamment, encourage activement les investisseurs à engager des fonds pour développer le secteur. Nous serons présents au prochain Forum - Merci ! »

Simon Deng Akuei
Chambre de Commerce de l'Agriculture et de l'Industrie, République du Sud-Soudan



« Je tiens également à vous remercier sincèrement de m'avoir donné l'opportunité de participer à ce Forum. J'étais totalement inspirée, et il me tarde d'avoir davantage d'interaction avec l'équipe d'EMRC. J'ai aussi hâte d'entamer des projets communautaires en Afrique de l'Est avec l'équipe du PNUD ».

Jennifer A. Gache
Ingénieur industriel
(Industrial Development
Department)
Communauté Est Africaine



J'aime l'accent que met l'Agribusiness Forum sur les petites exploitations et les petits agriculteurs. J'aime l'accent sur le rôle du secteur privé dans la transformation de l'agriculture rurale. J'ai toujours été convaincue que le développement de l'Afrique repose sur la transformation de l'agriculture rurale et je suis heureuse d'avoir trouvé un Forum qui préconise cette approche. Depuis 2010, j'ai travaillé avec diligence sur mon projet, après avoir assisté à ce que les autres faisaient. Les mots du Premier ministre du Zimbabwe, M. Tsvangirai, qui s'est exprimé avec force au cours de ce Forum, font aussi parfaitement écho à mes points de vue sur l'agriculture rurale en Afrique : pour que l'Afrique puisse se développer, l'accent doit être mis sur le petit agriculteur. Mon entreprise travaille à renforcer la capacité des petits exploitants, non seulement comme producteurs, mais comme acteurs actifs et bénéficiaires directs de la chaîne de valeur agricole tout entière ».

Everlyne Cherobon, EMEDEN Kenya
Gagnante du Prix Incubateur EMRC-Rabobank 2011



« Je voulais vous féliciter chaleureusement pour le succès du Forum, compte tenu du nombre important de participants venus des quatre coins du monde. Ce fut ma première participation à la conférence, et je tiens à vous exprimer ma profonde satisfaction à tous les niveaux (organisation, communication, accueil, accessibilité, le niveau élevé des panélistes et les participants, etc ...). Fondamentalement, rien de négatif à dire, et au plaisir de vous revoir l'année prochaine. Un grand merci à toute l'équipe! »

Nouradine ZAKARIA TOURE
PRÉSIDENT CRUBN



« Juste un mot pour vous remercier pour une conférence exceptionnellement productive. Grâce à la possibilité de rencontrer des partenaires et des clients potentiels lors de cette conférence EMRC, GrainPro a été en mesure de rencontrer deux ministres de l'agriculture, ainsi que plusieurs organisations qui pourraient déboucher sur des partenariats. Pour nous, le Forum a clairement été la conférence la plus bénéfique en Afrique cette année, et nous nous réjouissons déjà de la prochaine édition en 2012. Nous serions ravis d'avoir l'occasion, l'année prochaine, de faire un rapport sur les progrès dans les techniques de stockage hermétique pour protéger les céréales et les cultures en Afrique ».

Philippe de Villers,
Président
GrainPro Inc

« Merci beaucoup pour le soutien et les encouragements au cours de l'AgriBusiness Forum de Johannesburg. Les petits agriculteurs comme nous sommes très encouragés par la déclaration de Johannesburg, et nous espérons que nous allons travailler encore plus pour améliorer la sécurité alimentaire grâce aux partenariats publics-privés d'entreprise ».

Joy LWANGA
SHALOM Organic Farm LTD





NOTES

En collaboration avec :



Partenaires organisations :



Partenaire média: VoxAfrica